

سكنا في الوطن

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 BA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 1 sch. ; Espagne, 10 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,75 kr. ; Grèce, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Italie, 10 sc. ; Japon, 40 yen. ; Liban, 120 L. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,20 fl. ; Portugal, 1 esc. ; Suède, 1 kr. ; Suisse, 0,50 fr. ; O.S.A., 60 cts. ; Tchécoslovaquie, 10 s. ; C.F.R., 200-25 Paris

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 4207-23 Paris
TÉLEX Paris 85572
Tél. : 770-91-29

EN CHINE

«Le Quotidien du peuple»
fait état des troubles
de Hangchow

LIRE PAGE 2

L'ARTICLE D'ALAIN BOUC

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Cambodge la Chine et l'Indochine

La personnalité du nouveau Cambodge a été longtemps difficile à percevoir, en raison de l'isolement où il s'était maintenu. Elle se dessine un peu plus clairement à travers le discours prononcé, le vendredi 15 août, à Pékin, par le premier vice-premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, M. Khieu Samphan.

«L'Indochine, l'image offerte est celle d'un peuple en travail, reconstruisant un pays dévasté par la guerre et l'inspiration de très près, pour ce faire, des méthodes chinoises : militaires participant aux tâches de production, volonté de compter avant tout sur ses propres forces, primauté donnée à l'homme sur le matériel et la technique.

Politiquement, l'accent est mis avec vigueur sur le caractère collectif de la direction. L'entrée récente de deux nouveaux vice-premiers ministres dans le gouvernement de Phnom-Penh correspond sans doute à un besoin de réajustement au sein de l'équipe dirigeante. Mais l'unité de cette dernière, pour l'instant du moins, ne paraît pas en cause.

À l'extérieur, certaines options sont également assez bien définies. M. Khieu Samphan réaffirme les grands principes de non-alignement et de coexistence pacifique, mais sa présence à Pékin, du moins que la visite à Phnom-Penh au début de ce mois de M. Le Duan, secrétaire général du Parti des travailleurs de la République démocratique du Vietnam, montre clairement avec qui se nouent les liens d'amitié les plus étroits.

Ces éclaircissements toutefois, sont presque autant de questions qu'ils apportent de réponses. Le premier mystère concerne la place que consacre le prince Sihanouk dans le nouveau régime cambodgien. M. Khieu Samphan a fait référence, vendredi, à sa personne, en le désignant toujours comme le chef de l'Etat et le président du Front uni national de Cambodge (F.U.N.C.). Il est surprenant que le prince soit resté à Pyongyang et ne se soit pas trouvé à Pékin pour y rencontrer ses dirigeants de l'intérieur pour la première fois en visite officielle à l'étranger.

Les orientations des nouveaux dirigeants cambodgiens en politique extérieure ne sont pas non plus sans ambiguïtés. M. Khieu Samphan a entretenu sans broncher son hôte chinois, M. Teng Hsiao-ping, de son ambition de participer à l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) avec la participation de pays aussi bien socialistes et progressistes que capitalistes.

Tout cela montre que si, après le bouleversement du printemps, un nouvel ordre commence à s'instaurer dans les pays d'Indochine, on y régresse encore à des allégeances trop nettes. Chacun — et singulièrement le Cambodge et les deux Vietnams — n'y montre qu'il elle s'accommode très bien du recours à l'aide des pays amis pour des tâches urgentes de reconstruction, autorisée pas de regroupements hâtifs.

(Lire nos informations page 2.)

TANDIS QUE NEW-DELHI CACHE MAL SON AMERTUME

Le Pakistan a été le premier pays à reconnaître le nouveau régime du Bangladesh

À la suite du coup d'Etat au Bangladesh, un nouveau gouvernement a été constitué à Dacca. Il ne comprend pour le moment que des personnalités ayant appartenu au précédent cabinet.

Le Pakistan a été le premier pays à reconnaître le nouveau régime présidé par M. Khondakar Moushatque Ahmed. Les Etats-Unis se déclarent prêts à établir des relations « normales » avec lui. Dacca, pour sa part, cherchera à nouer des relations avec les Etats — qui n'étaient pas jusqu'à présent ses amis —, a affirmé le nouveau président. En revanche, le coup d'Etat, « il n'est pas commenté à Moscou, est accueilli avec amertume et embarras à New-Delhi.

La radio du Bangladesh a confirmé que l'ancien président avait été tué et a précisé, selon U.P.I., qu'il avait été abattu par ses propres gardes du corps. Des affrontements ont eu lieu, vendredi matin, entre des partisans de Mujibur Rahman et les éléments de l'armée qui appuyèrent le coup de force de M. Khondakar Moushatque Ahmed, le nouveau chef de l'Etat. Ces affrontements auraient fait deux cents morts parmi les défenseurs de l'ancien régime.

Le nouveau président a prêté serment

L'agence de presse indienne Press Trust of India, qui a rapporté, vendredi soir, cette information, a demandé par la suite à ses abonnés de l'annuler, précisant qu'elle agissait sur instruction de la censure indienne. Selon des sources diplomatiques, citées par l'agence Reuters, le nombre des victimes ne dépasserait pas dix personnes. Les relations téléphoniques, télégraphiques et aériennes entre Dacca et le monde extérieur restent coupées samedi matin.

Selon des informations non confirmées parvenues à Islamabad, capitale du Pakistan, l'ancien premier ministre du Bangladesh, M. Mansour Ali, le ministre du contrôle des inondations, M. Abdour Red Semlabat, beau-frère de Mujibur Rahman, deux fils de celui-ci et l'un de ses neveux, Cheikh Moni, chef de l'organisation paramilitaire des rakkhi bahini (la garde préventive de l'ancien régime entraînée dans une large mesure par des Indiens), seraient au nombre des victimes.

AU JOUR LE JOUR

La fête au village

Avant d'établir leurs toris pour la diffusion télévisée des Jeux olympiques, les Canadiens auraient dû consulter leur grand père de l'Indo-chine, Marshall McLuhan. Il leur aurait dit que, pour lui, la télévision transforme le monde en un grand village.

Les Jeux olympiques sont la fête du village planétaire. Il est juste que chacun y passe sa place. Mais où est le village, où est la fête si seuls les riches peuvent assister aux réjouissances de la population du monde en son entier, où est la planète ? Et si cette conception de la vie commune prévaut au Canada, que valent les prophéties de Marshall McLuhan ?

ROBERT ESCARPIT.

SAMEDI 16 et DIMANCHE 17

COURSES A ENGHEN

ou trot monté et attelé

DIMANCHE

un très beau programme avec

LE PRIX D'EUROPE

International attelé - 2.800 m.

200.000 F

ANNONÇANT DES POURPARLERS AVEC LES PARTIS

Le triumvirat portugais « décide de mettre un terme » aux dissensions au sein de la hiérarchie militaire

Le P.C.P. reprend l'offensive

Le triumvirat portugais a annoncé, samedi 16 août dans la matinée, que des mesures allaient être prises pour faire cesser la vague de violence anticommuniste dans le Nord. Il a également décidé d'engager des pourparlers avec certains partis politiques pour mettre fin à la crise.

Le communiqué du triumvirat a été publié à l'issue d'une longue réunion à laquelle assistaient le général Costa Gomes, chef de l'Etat, le général Vasco Gonçalves, premier ministre, le général de Carvalho, commandant de Copcon, ainsi que tous les membres du cinquième gouvernement provisoire. Les forces armées ont décidé, selon le communiqué, de mettre un terme à très bref délai aux divisions politiques au sein de la hiérarchie militaire.

Aucune précision, cependant, n'a été donnée sur les mesures immédiates envisagées pour stopper les attaques contre les permanences communistes. On note d'ailleurs, de ce point de vue, une acalmie relative, aucun incident grave n'ayant été signalé au cours des dernières vingt-quatre heures. Les partis avec lesquels des négociations seraient engagées ne sont pas nommés. Mais on estime, à Lisbonne, qu'il s'agit des partis socialistes et communistes.

Ceux-ci font plutôt pour le moment figure de spectateurs dans une crise qu'ils ont pourtant largement contribué à déclencher. Les dernières manifestations organisées par le P.S.P. à Lisbonne et à Porto n'ont pas eu, et de loin, l'ampleur espérée par les amis de M. Mario Soares. Celui-ci a été reçu au palais de Belem il y a deux jours par le président de la République qui s'est également entretenu avec M. Álvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste.

(Lire la suite page 2.)

AVANT L'APPLICATION DU PLAN WILSON

LA HAUSSE DES PRIX s'est nettement ralentie en Grande-Bretagne

Bien que le plan de Luffo contre l'inflation de M. Wilson soit entré en vigueur que le 1^{er} août, le rythme de celle-ci s'est nettement ralenti dès juillet en Grande-Bretagne. L'indice du coût de la vie s'y est progressé que de 1 % le mois dernier, contre 1,5 % en juin, 4,2 % en mai et 3,5 % en avril. Cette hausse est la plus faible enregistrée depuis août 1974. En un an, le rythme de l'inflation britannique s'élève cependant à peine le niveau record de 25,3 %.

Le net ralentissement de la hausse des prix en Grande-Bretagne depuis trois mois constitue incontestablement un encouragement et une heureuse surprise pour le gouvernement de M. Wilson, dont le plan de lutte contre l'inflation a commencé à s'appliquer le 1^{er} août. Certains spécialistes redoutaient que l'indice de juillet ne fût « mensural », en raison de la répercussion sur les prix des augmentations de salaires accordées les mois précédents.

L'amélioration constatée, due à la baisse de 0,1 % du prix des denrées alimentaires saisonnières et peut-être à un ralentissement de la consommation lié à l'augmentation du chômage — le cap du million de chômeurs a été franchi en juillet — va-t-elle se poursuivre ? Il serait hasardeux de répondre. La décadence de juillet s'explique en partie par le fait que les mesures exceptionnelles prises exceptionnellement par le gouvernement — majoration de la T.V.A. sur certains produits en mai ; relèvement des impôts et de plusieurs tarifs publics en avril — avaient provoqué une forte progression du coût de la vie durant ces deux mois. Rien de tel n'est produit en juillet. Mais de fortes augmentations des tarifs publics devraient de nouveau être appliquées prochainement pour réajuster le secteur national.

(Lire la suite page 5.)

D'HELSINKI A LISBONNE

La détente à la recherche de son second souffle

par MICHEL TATU

La détente dans son pays. Comme il serait miraculeux que les belles paroles de l'Union soviétique et de l'Occident ne soient pas restées lettre morte, les hommes et des informations passent dans les faits d'ici à deux ans, lorsque l'on se retrouvera peut-être à la conférence de Helsinki, pour la détente aura été en déclinant.

En fait, personne ne pense ni ne souhaite que le dialogue soit interrompu avec Moscou sur les questions essentielles : la limitation des armements stratégiques, qui est au contraire fort probable que les SALT deviendront permanentes même après la conclusion d'un nouvel accord et le contrôle des armes. Ce qui peut changer, c'est tout le reste, c'est-à-dire les côtés moins importants, mais parfois spectaculaires, constituant ce que M. Kissinger est mis à appeler les « détails », les « détails » qui ont débuté ce vocable « atmosphérique » — la « détente ».

La raison n'en est pas seulement l'attitude de l'opinion et du Congrès américain. Stimulé par Soljenitsyne, l'opposition aux accords formels, et morales faites à l'U.R.S.S. est durcie au moment de la conférence d'Helsinki, ce qui n'était guère étonnant après tant d'annonces, tout aussi formelles, rendus pendant tant d'années à la cause de la libération des pays d'Europe de l'Est (1). En même temps, il est probable que la condition préalable hétéroclite qui formule ces critiques — et qui vise surtout la personne même du secrétaire d'Etat et ses méthodes — se maintienne bien longtemps. Le dynamisme du dialogue finira bien par reprendre ses droits un jour : le futur président américain, même s'il devait être le sénateur Jackson, chef du clan des « durs », aura bien besoin lui aussi d'avoir son « sommet » avec les dirigeants soviétiques.

Un homme usé

détente, mais n'est pas forcément le meilleur pour la maintenir à flot (bien des capitales avant Washington ont découvert que les vraies difficultés des relations Est-Ouest sont celles du second souffle), pas du premier).

(1) Dans la dernière livraison de Foreign Policy, M. Charles Galic cite cette déclaration du président Kennedy le 14 octobre 1962 : « Nous ne devons pas nous laisser aller à une détente qui n'est que le résultat d'un accord temporaire, traité ou de tous autres manières, reconstruire la domination soviétique sur l'Europe de l'Est comme permanente ».

ANNONÇANT DES POURPARLERS AVEC LES PARTIS

Le triumvirat portugais « décide de mettre un terme » aux dissensions au sein de la hiérarchie militaire

Le P.C.P. reprend l'offensive

Le triumvirat portugais a annoncé, samedi 16 août dans la matinée, que des mesures allaient être prises pour faire cesser la vague de violence anticommuniste dans le Nord. Il a également décidé d'engager des pourparlers avec certains partis politiques pour mettre fin à la crise.

Le communiqué du triumvirat a été publié à l'issue d'une longue réunion à laquelle assistaient le général Costa Gomes, chef de l'Etat, le général Vasco Gonçalves, premier ministre, le général de Carvalho, commandant de Copcon, ainsi que tous les membres du cinquième gouvernement provisoire. Les forces armées ont décidé, selon le communiqué, de mettre un terme à très bref délai aux divisions politiques au sein de la hiérarchie militaire.

Aucune précision, cependant, n'a été donnée sur les mesures immédiates envisagées pour stopper les attaques contre les permanences communistes. On note d'ailleurs, de ce point de vue, une acalmie relative, aucun incident grave n'ayant été signalé au cours des dernières vingt-quatre heures. Les partis avec lesquels des négociations seraient engagées ne sont pas nommés. Mais on estime, à Lisbonne, qu'il s'agit des partis socialistes et communistes.

Ceux-ci font plutôt pour le moment figure de spectateurs dans une crise qu'ils ont pourtant largement contribué à déclencher. Les dernières manifestations organisées par le P.S.P. à Lisbonne et à Porto n'ont pas eu, et de loin, l'ampleur espérée par les amis de M. Mario Soares. Celui-ci a été reçu au palais de Belem il y a deux jours par le président de la République qui s'est également entretenu avec M. Álvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste.

(Lire la suite page 5.)

D'HELSINKI A LISBONNE

La détente à la recherche de son second souffle

par MICHEL TATU

La détente dans son pays. Comme il serait miraculeux que les belles paroles de l'Union soviétique et de l'Occident ne soient pas restées lettre morte, les hommes et des informations passent dans les faits d'ici à deux ans, lorsque l'on se retrouvera peut-être à la conférence de Helsinki, pour la détente aura été en déclinant.

En fait, personne ne pense ni ne souhaite que le dialogue soit interrompu avec Moscou sur les questions essentielles : la limitation des armements stratégiques, qui est au contraire fort probable que les SALT deviendront permanentes même après la conclusion d'un nouvel accord et le contrôle des armes. Ce qui peut changer, c'est tout le reste, c'est-à-dire les côtés moins importants, mais parfois spectaculaires, constituant ce que M. Kissinger est mis à appeler les « détails », les « détails » qui ont débuté ce vocable « atmosphérique » — la « détente ».

La raison n'en est pas seulement l'attitude de l'opinion et du Congrès américain. Stimulé par Soljenitsyne, l'opposition aux accords formels, et morales faites à l'U.R.S.S. est durcie au moment de la conférence d'Helsinki, ce qui n'était guère étonnant après tant d'annonces, tout aussi formelles, rendus pendant tant d'années à la cause de la libération des pays d'Europe de l'Est (1). En même temps, il est probable que la condition préalable hétéroclite qui formule ces critiques — et qui vise surtout la personne même du secrétaire d'Etat et ses méthodes — se maintienne bien longtemps. Le dynamisme du dialogue finira bien par reprendre ses droits un jour : le futur président américain, même s'il devait être le sénateur Jackson, chef du clan des « durs », aura bien besoin lui aussi d'avoir son « sommet » avec les dirigeants soviétiques.

Un homme usé

détente, mais n'est pas forcément le meilleur pour la maintenir à flot (bien des capitales avant Washington ont découvert que les vraies difficultés des relations Est-Ouest sont celles du second souffle), pas du premier).

(1) Dans la dernière livraison de Foreign Policy, M. Charles Galic cite cette déclaration du président Kennedy le 14 octobre 1962 : « Nous ne devons pas nous laisser aller à une détente qui n'est que le résultat d'un accord temporaire, traité ou de tous autres manières, reconstruire la domination soviétique sur l'Europe de l'Est comme permanente ».

LE FINANCEMENT DES SPECTACLES AUX ETATS-UNIS

« Show is business »

C'était en 1883 : les trente-cinq dizaines des loges de parterre étaient aussi les propriétés du Metropolitan Opera de New-York. 1931 : pour aider à payer ses additifs, le « Met » commença à diffuser un opéra à la radio chaque samedi après-midi. Il en est aujourd'hui à rechercher des solutions de sauvetage du côté de la télévision.

Dans l'art, et surtout dans l'art du spectacle, la fonction financière joue un rôle comme ailleurs, les modes de financement sont, là aussi, les reflets de l'évolution sociale, économique et politique. Les spectacles sont aussi des « affaires » : show is business, et les crises s'y ressentent comme partout. L'avenir est un sujet d'inquiétude.

Pour avoir fait, pendant des années, au « coup par coup », la contrepartie des hauts et des bas des multiples troupes et compagnies, la Fondation Ford a savellé quelque chose lorsqu'elle lança, il y a près de cinq ans, le projet d'une grande enquête sur « les finances des arts de spectacle ».

Passés au fil de la fin et titrés à l'ordinateur, les comptes de quelque cent soixante-dix théâtres, opéras, orchestres symphoniques et corps de ballet classiques ou modernes viennent d'aboutir à la conclusion que l'écart croissant

entre les coûts de production et les revenus de ces « entreprises » ne saurait continuer sur sa lancée sans que des orientations nouvelles soient prises.

La plupart des troupes et des orchestres américains sont des associations à but non lucratif. Incapables d'équilibrer leur budget par la seule vente de billets ou de droits de représentation, ils sont soutenus dans une mesure importante par des groupes privés ou de particuliers dont la générosité est d'ailleurs encouragée par le système fiscal. Ainsi, sur un budget de 138 millions de dollars, les cent soixante-dix organisations étudiées par la Fondation Ford (le Metropolitan Opera étant exclu parce que sa masse déséquilibrée) ont dû combler un déficit « d'exploitation » de 62 millions de dollars en 1965 et en 1971. Sur ces 62 millions, 38 ont été trouvés auprès de mécènes locaux, et le reste auprès de quelques fondations nationales et agences officielles fédérales ou locales. Cela ne veut pas dire pour autant que toutes les compagnies ont pu équilibrer leur budget : le moindé ne l'on pas fait, tandis que les autres « investissaient ».

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 15.)

سكزاف الالول

AFRIQUE

La République Sud-Africaine au point de non-retour

Angola

Tandis que Lisbonne envisage l'envoi de renforts

Le M.P.L.A. s'inquiète de l'attitude de Paris à l'égard du F.N.L.A.

Tandis que de nombreux réfugiés portugais continuent de fuir l'Angola en direction du Sud-Ouest africain (Namibie), de violents combats se poursuivent dans la région de Lobito, dont l'UNITA, selon certaines informations, semblerait avoir pris le contrôle (le Monde, 16 août).

Sur le plan politique, le rapprochement semble se confirmer entre le F.N.L.A. et l'UNITA. Le général Mubutu, chef de l'Etat du Zaïre, s'est entretenu à Kinshasa, vendredi 15 août, avec M. Jonas Savimbi, leader de l'UNITA.

Enfin, le commandant Iko Carreira, membre du bureau politique du M.P.L.A., a annoncé, au cours d'une conférence de presse tenue à Alger vendredi, que ce mouvement allait envoyer une délégation en France.

Accueillis dans les camps installés à leur intention à Oshakati et à Grootfontein, six mille réfugiés, portugais au moins ont déjà trouvé refuge au Sud-Ouest africain. Selon le témoignage de certains d'entre eux, l'armée portugaise a refusé d'évacuer les convois de réfugiés, dont une partie est stoppée dans la ville de Sa-Da-Bandeira.

La capacité d'accueil des camps du Sud-Ouest africain étant limitée, des femmes et des enfants portugais ont été évacués par avions Hercules sur Pretoria. La plupart de ces réfugiés n'ont pour tout bien que leurs vêtements.

Le combat à Lobito. Autour du port de Lobito, des combats continuent à se poursuivre, au mortier et au bazooka, depuis mercredi. Il ne semble pas que le M.P.L.A. ait été entièrement chassé de la ville. Il contrôle totalement Benguela, située pourtant au cœur d'une zone tenue pour acquise à l'UNITA.

Après l'annonce faite jeudi par le général Ernesto Ferraria de Macédo, haut commissaire portugais, qu'il assumait les pouvoirs du gouvernement provisoire, le Portugal pourrait renforcer ses troupes sur place (environ vingt-cinq mille hommes) afin de leur permettre de rétablir l'ordre avant l'indépendance de l'Angola, prévue pour le 11 novembre.

A la suite de la décision du ministre des finances du gouvernement provisoire de nationaliser le contrôle de cinq banques privées du pays, des heurts ont eu lieu à Luanda entre forces du M.P.L.A. et cadres des établissements bancaires. Les négociations du M.P.L.A. étaient prévues.

Tunisie

L'Union générale des étudiants a élu une nouvelle direction

De notre correspondant

Tunis. — Le dix-neuvième congrès de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) s'est ouvert à Monastir il y a quatre jours ; quatre années de difficultés et de malaise le séparent du précédent tenu à Korba en août 1971. Celui-ci avait été marqué par le départ des étudiants non-détourés avant le scrutin du renouvellement du bureau exécutif. L'élection avait quand même eu lieu, bien que les deux tiers des délégués aient été absents. La représentativité de la nouvelle direction avait donc été contestée. Trois ans plus tard, le problème de la jeunesse et de son engagement devait tenir une large place dans les débats du parti unique, réuni à Monastir en septembre 1974. Il apparaissait alors clairement que l'UGET avait perdu son influence.

Officiellement considéré comme le syndicat des étudiants, et à ce titre comme l'un des partenaires sociaux de l'Etat, cette organisation n'était plus représentative des diverses tendances existant parmi les étudiants tunisiens, qu'ils soient à Tunis, à Sfax, ou à Sousse (quatre mille au total), ou à Paris (quatre mille). Certains lui reprochaient toujours ses liens trop étroits avec le parti unique ; d'autres l'accusaient de mener une action plus politique que syndicale.

Depuis 1972, des grèves, des arrestations, des procès, une agitation latente, des manifestations, ont régulièrement battu en brèche l'autorité de l'organisation. Cette résistance d'une grande partie des étudiants a apparemment conduit les responsables à une analyse plus complète et moins passionnelle du problème. C'est ce qui ressort des comptes rendus de la presse nationale, de l'effort tenté dans les colonnes de Dialogue, l'hebdomadaire du parti, et du discours prononcé par le premier ministre, Mehrez Nemou, à l'ouverture des assises. Parmi les dirigeants et pour les étudiants détourés, le congrès de l'UGET à Monastir doit apparaître comme un nouveau départ : « une constitution », a même précisée M. Nemou.

Les résolutions adoptées répondent, en partie, aux revendications qui n'ont cessé de s'exprimer depuis quatre ans : plus large participation des étudiants à la vie de la République, décentralisation de l'organisation, ouverture pour un plus large dialogue. Ces résolu-

MANUELE PEYROL

République populaire du Congo

GRENADES ET COUP D'ETAT

Brasaville (A.F.P.). — Le commandant Martin Pérouche, chef de l'Etat congolais, a été démis vendredi 15 août de ses fonctions. Un coup d'Etat manqué qui courait à Brasaville. Un commandant prêt à être nommé officier avait été arrêté à Paris qu'il avait déjoué des calices de grenades pour aller à la poche.

V. — Franchir le rideau de palmiers

De notre envoyé spécial PHILIPPE DEGRAENE

et de la désagrégation interne ? Je pense qu'il n'existe pas un seul Etat au monde qui accepte de modifier sa politique intérieure par suite de la demande exprimée par des Etats tiers. L'Afrique du Sud n'est pas plus disposée à cela que ne le serait la France. La politique intérieure africaine ne doit d'ailleurs pas faire obstacle à la coopération, et il est bien entendu que, si l'on rejette en principe, toute forme de coopération est impossible.

En dépit de ce clarté de cette mise en point de Pretoria, un malentendu subsiste. En effet, tandis que M. Vorster et ses amis entendent « nommer » la décente indispensable à leurs projets nationaux, contre la possibilité de mener jusqu'à son terme ultime la politique de « développement séparé », les Etats tiers proposent des objectifs diamétralement opposés. Des hommes comme les présidents Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire, Kenneth Kaunda de Zambie ou Seretse Khama du Botswana, entendent bien qu'un échange de la poursuite du dialogue des Sud-Africains consisterait à une abolition progressive de l'apartheid.

de parlementaires sud-africains, y compris des membres de l'opposition, se sont rendus à Cam-Phumo (ex-Lourdes-Marques), pour y rencontrer les chefs du Front de libération du Mozambique (FRELIMO). Ils se sont fait à Pretoria les interprètes de leurs partenaires mozambicains, leur permettant de recevoir, au cours de derniers mois, vivres, équipement portuaire et ferroviaire et techniques.

Le rêve du « sous-continent » austral

En fait, les responsables politiques sud-africains connaissent le poids considérable de l'« envol » de l'Union de l'Inde, en cours dans leur propre pays. La perte du glacis mozambicain leur a fait prendre une conscience particulièrement aiguë de la monnaie des périls à leurs frontières.

D'autre part, M. Vorster a été contraint dès l'année dernière, de faire des promesses précises aux Occidentaux, qui, en novembre 1974, ont, par un triple veto, empêché de l'adoption de la résolution de l'ONU. La peur de perdre cet appui, désormais conditionnel, a donné le signal d'une relance de l'effort diplomatique sud-africain. M. Vorster s'est engagé à décoloniser le Sud-Ouest africain et à commencer de prendre ses distances avec la Rhodésie, tout en assurant la mise en place des Bantoustans.

Le rêve doit, en effet, « franchir le rideau de palmiers » derrière lequel ses adversaires nationalistes ne voient que le confinement. Les membres du Parlement ont donc pensé refléter très exactement celle du pouvoir, à bien mesuré l'enjeu de l'entreprise : « Si l'Afrique du Sud parvient à normaliser ses relations avec les Etats voisins, et si le bloc économique de l'Afrique australe se constitue, cette région sera l'une des plus riches du globe. »

Le vaste marché commun dominé par Pretoria tente également de séduire les hommes politiques et hommes d'affaires. M. H. Olivier, ingénieur-conseil de l'une des plus grosses firmes sud-africaines, nous nous vus avec une parfaite franchise : « Peu nous importe que nos partenaires africains fassent ou non des fermes collectives, ce qui compte pour nous, c'est que le coton, le sucre, les fruits, parviennent à nos usines. »

Pour le moment, les dirigeants sud-africains prennent leurs distances avec leurs voisins rhodésiens, qu'ils ont contraints à engager des négociations avec les nationalistes noirs, tandis qu'ils maintiennent un contact aussi étroit que possible avec l'équipe gouvernementale noire du Mozambique. Pretoria n'a jamais été très enthousiasmé par la sécession rhodésienne et n'a pas encore reconnu de jure le régime de Salisbury, parce que, dit-on dans les milieux officiels, « il n'est pas sûr que nous soyons prêts pour un gouvernement stable qu'il est que soit le couleur de ceux qui le composent. De ce fait, nous n'avons jamais eu d'ambassadeur dans la capitale rhodésienne, mais un simple chef de mission diplomatique ». Plus crûment encore, un journaliste africain, qui s'exprime pas être à la place de M. Smith, assure : « Dans notre esprit, la Rhodésie est un Bantoustan où vivent au sein d'un régime noir qui en fait pour un foyer national bantou comme le Transvaal. »

Un médecin pour 44 000 noirs

Dans un rapport publié au début de l'année, puis dans un numéro spécial de la revue Santé du monde, l'O.M.S. a stigmatisé les conséquences de l'apartheid en Afrique du Sud pour la santé de la population noire et fait ressortir des inégalités criantes entre les conditions sanitaires des Blancs, des Asiatiques et des Noirs : — Mortalité infantile : à Johannesburg, les taux étaient en 1970 de 20,26 pour mille chez les Blancs, 29,30 chez les Asiatiques, 66,67 chez les Noirs ; — Espérance de vie (en 1971) : Blancs : 64,5 ans pour les hommes et 72,3 pour les femmes ; Asiatiques : 59,9 ans pour les hommes et 63,9 pour les femmes ; « colored » : 43,8 ans pour les hommes et 56,1 pour les femmes. Aucun chiffre n'est disponible en ce qui concerne la population africaine.

— Maladies transmissibles : selon le département de la santé d'Afrique du Sud, la tuberculose était en 1972 un problème de santé publique important. En 1970, par exemple, 54 525 cas de tuberculose respiratoire étaient signalés chez les Africains, soit 70 fois plus que chez les Blancs (800 cas).

— Hôpitaux : selon les statistiques officielles, il y avait en 1959 21 535 lits d'hôpitaux réservés aux Blancs, c'est-à-dire que 43 % du nombre total de lits d'hôpitaux étaient réservés à la minorité blanche. D'après des estimations plus récentes, attribuées au directeur de la planification stratégique en Afrique du Sud, il y avait en 1972, dans les zones « blanches », une dizaine de lits d'hôpitaux pour 1 000 Blancs et 5,57 pour les non-Blancs. Dans les Bantoustans les chiffres tombent à 3,45 lits.

Le combat à Lobito

Le République gabonaise, longtemps considérée comme l'un des interlocuteurs privilégiés de l'Afrique du Sud, a adopté une position sans équivoque à l'égard du régime fasciste de Pretoria. Le ministre M. Bongo souhaitait « la libération totale de l'Afrique australe » et rappelait la visite à Libreville d'une délégation de nationalistes noirs sud-africains, conduite par M. Tumbo, président du Congrès national africain (A.N.C.).

« Quand nous nous mettrons à aimer »

si l'évolution en cours sera suffisamment rapide, compte tenu de la montée des impatiences au sein des communautés de couleur, pour prendre de vitesse un affrontement sanglant.

Contrairement à leurs parents, qui, leurs grands-parents, les jeunes sont de plus en plus sensibles à la ségrégation raciale. Même à Stellenbosch, longtemps considéré comme le fief de l'apartheid, l'étudiant est de plus en plus sensible à la ségrégation raciale. Reunions depuis le 25 juillet au sein du parti progressiste réformiste (P.R.P.), les libéraux blancs les plus déterminés ont un rôle sans commune mesure avec ceux des blancs de l'apartheid.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idée d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idée d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

Le nombre des Blancs qui considèrent l'apartheid comme périmé croît. L'idea d'une société intégrée est de plus en plus acceptée. De ce fait, le partage du pouvoir entre les diverses communautés raciales semble inévitable à long terme. Lorsque les Noirs auront pris conscience de leur force et compris que, par leur nombre, ils sont en mesure de peser sur le destin de la République, le rythme encore très lent du changement pourra s'accélérer brutalement.

la détresse

l'ère...
BRATELLE

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse. Les conversations de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de détresse.

EUROPE

CORRESPONDANCE

Le débat sur le Portugal

L'évolution de la situation au Portugal et les différentes opinions publiées dans nos colonnes — notamment celles de MM. Jean Bross, Bernard Ravennal et Jean-François Corjolle (« Le Monde » du 23 juillet) ainsi que le communiqué du parti socialiste portugais (« Le Monde » du 27 juillet) — ont suscité de la part de nos lecteurs de nombreuses réactions.

Nous publions ici les extraits les plus significatifs de cette correspondance, ainsi qu'une lettre de M. Pierre Hassner, qui répond, lui, à la « Libre opinion » de M. Portelli (« Le Monde » du 9 août).

De l'Italie au Portugal

M. Pierre Hassner, professeur à l'Institut national des sciences politiques, nous écrit :

M. Portelli s'élève contre les comparaisons quotidiennes entre la France et le Portugal et recommande la gauche française d'étudier l'exemple beaucoup plus proche et plus instructif de l'Italie. Je me rallie presque entièrement à son analyse de ce pays et à son apologie du modèle italien. Malheureusement, celui-ci nous ramène précisément au problème portugais. Le point négligé par M. Portelli, au moins explicitement, est la comparaison des partis communistes.

Si le Portugal est important pour la France comme pour l'Italie, c'est parce que, par toutes ses attitudes récentes, le P.C. français s'est montré plus proche du P.C. portugais que de l'Italie. Il ne s'agit pas seulement de leurs prises de position respectives à l'égard de M. Soares et Cunhal, de l'Europe et de Moscou : il s'agit du problème essentiel de l'attitude envers le suffrage universel et de la pluralité des différences structurelles notées par M. Portelli (cinquante ans d'obscurantisme, rôle de l'armée et de l'Église, etc., d'un côté, des partis annexés dans une tradition parlementaire et démocratique de l'autre) étaient décisives, c'est le P.C.F. plutôt que le parti communiste espagnol qui aurait dû signer avec le P.C.L. la déclaration historique du 11 juillet (à laquelle l'article de M. Zarodov dans la *Pravda* semble bien être une réponse), et c'est le parti communiste français plutôt que le P.C.F. qui aurait dû soutenir le parti portugais dans sa tentative de s'opposer au suffrage universel et à la liberté d'expression du parti socialiste et au peuple portugais. C'est lui qui aurait dû ne redécouvrir les vertus de l'unité (dans l'esprit qu'il a l'agression contre Jean de Dieu) qu'après que l'Alvaro Cunhal, le jour où celui-ci a refusé de céder enfin à la volonté populaire ou d'être battu à son propre jeu, celui de la violence armée et de l'arbitrage militaire.

Le succès des communistes italiens, chez eux, ne peut pas être séparé de leur attitude envers le Portugal. Ils n'ont jamais partagé l'erreur (dans laquelle semble tomber M. Portelli) de croire que la chance des décrets de fascisme rendaient un peuple insipide au suffrage universel. Ils savent qu'au contraire c'est après une dictature que les institutions démocratiques et la multiplicité des opinions prennent le plus de valeur. Ils savent que Soares avait cent fois raison au cours des innombrables manifestations pacifiques de juillet.

Dans l'immédiat, les uns et les autres appellent avant tout, à juste titre, éviter la répétition d'une expérience à la fois proche et lointaine, celle du Chili. Encore faut-il, pour cela, savoir tirer les leçons de la tragédie chilienne. Au lendemain de celle-ci, deux analyses contrastées en avaient été publiées : celle du *Soviétique* Boris Pomomarev, insistant sur la nécessité d'un contrôle plus direct des moyens d'information, et du pouvoir en général, par le parti communiste, et celle de l'italien Enrico Berlinguer soulignant la nécessité non seulement de respecter,

comme l'avait fait Salvador Allende, le suffrage universel, mais d'aller plus loin encore dans le pluralisme, en évitant de couper le pays en deux, de désorganiser l'économie et de susciter l'hostilité des classes moyennes et de toute minorité importante de la population. Là encore, le Portugal ne peut pas se servir de test, au Portugal, comme ailleurs, le seul moyen d'éviter la sanglante alternative de Pinochet ou de Staline est de comprendre, comme Berlinguer et comme Soares, qu'il ne faut pas la révolution contre le peuple.

La vérité est que, dans les pays où la gauche ne peut arriver au pouvoir que par l'alliance d'un parti socialiste et d'un parti communiste, le premier ne peut dépasser la social-démocratie que dans le mesure où le second dépasse le stalinisme. Si il ne lui reste que trois solutions : être absorbé ou éliminé comme en Europe de l'Est, être rejeté ou éliminé dans l'opposition à la cause de la médiane qui incitent ses compagnons de route, ou devenir l'illégitime, volontaire ou involontaire, permanent ou passager, du centre ou de la droite.

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

POINT DE VUE

La fin d'un alibi

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

DANS un pays où les communistes feraient le lot, leurs permanences ne seraient pas mises à sac. Sans doute, face aux différents changements de cap du général Spinoza, puis de Mario Soares, l'Alvaro, jusqu'à présent constant d'Alvaro Cunhal au premier ministre Vasco Gonçalves, se tiennent des figures de mainmise sur ce qui est le Portugal. Les communistes portugais n'ont-ils pas raison d'analyser la situation de leur pays en fonction d'une possible renaissance fasciste ? N'ont-ils pas raison de considérer comme une « erreur colossale » le départ des socialistes du gouvernement, puisque la révolution des collets a posé très vite — face à ses initiateurs militaires — la question de la possibilité d'une vie politique et d'un pouvoir civil ? Dans cette confrontation au sein du processus révolutionnaire, tous les partis antistatistes avaient partie liée face aux militaires.

Sur ces deux points, les communistes ont été lâchés seuls. Conscience ? L'aide proposée par la Commission européenne au Portugal a été finalement refusée par le récent Conseil européen, et sur ce point M. Giscard d'Estaing a la même attitude que le général Spinoza : celle d'une préférence dans la libre détermination portugaise. A quel s'ajoute le rumeur que l'Amérique pourrait massivement aider un Portugal qui, finalement, tournerait bien : est-ce que la participation au gouvernement d'un digne émissaire du président Salazar, lui aussi professeur de droit fiscal, lui aussi spoliateur de droit fiscal, lui aussi spoliateur de Washington ? Est-ce que les mandements de l'archevêque de Braga suffisent aux assésités de démocratie ? Radio-Renascer, *Républica*, est-ce la responsabilité

d'Alvaro Cunhal ou une décision du Copcon ?

La référence portugaise ne suffit donc plus à faire des partis communistes dont celle de France en particulier — l'épouvantail communiqué agit un gouvernement qui veut maintenant « changer de cap ». D'autant que le Chili, bien oublié, et à qui le Club de Paris n'a pas ménagé les moratoires et concours financiers refusés au président Allende, serait l'exemple à copier de la éléctricité de ceux pour qui le commentaire de ce qui se passe sur le Tege permet d'en finir plus vite avec ce qui se passe au bord de la Seine.

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

A travers le monde

Espagne

● LA POLICE A PERQUISITIONNÉ le 13 août, au domicile de l'évêque du Ferrol de Candillo, où est né le général Franco, et où un homme a été tué au cours d'une opération contre l'U.D.C. du peuple de Galice. Mgr Miguel Araujo Iglesias, l'évêque du Ferrol, était absent au moment de la perquisition. — (A.P.)

● FAISANT STAT DANS UN COMBAT de cinq heures de mort qui seront requises le jeudi 21 août par le tribunal militaire espagnol contre des militaires révolutionnaires accusés d'avoir tué un policier à Madrid, l'agence « Europa » Espagne populaire appelée à un meeting « contre la répression » dimanche à 18 heures, 44, rue de Rennes à Paris.

Thaïlande

● UN AVION U-2 DE RECONNAISSANCE s'est abîmé en mer le vendredi 15 août, dans le golfe du Siam, au large de la Thaïlande, a annoncé un porte-parole de l'aviation américaine à Honolulu. — (A.F.P.)

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

libertés ne sont pas menacées ! Quand M. Cunhal dit qu'au Portugal on n'aura pas un F.P.C. (Front populaire) comme tel, le mien et d'autres (mais pas le M.P.S.) ont signé avec le M.F.A., les libertés ne sont pas menacées ! Quand des déclarations sont expédiées de leurs écoles ou des travailleurs de leurs emplois parce qu'ils appartiennent au parti A ou B, les libertés ne sont pas menacées ! Quand le parti communiste est accablant, les libertés ne sont pas menacées ! Quand tout le monde reconnaît la censure interne que la plupart des journaux ont subi, les libertés ne sont pas menacées !

Le plus grand mérite des communistes italiens et espagnols est de chercher, dans la théorie et dans la pratique, une voie du socialisme qui serait spécifique à ceux qu'ils appellent l'Occident européen et qui ne soit ni le stalinisme et la liberté, surmontant, selon l'expression de G. Amendola, le double échec historique du communisme et de la social-démocratie, en Europe occidentale, après les deux guerres mondiales, après ce qu'ils appellent « l'ère de la violence armée et de l'arbitrage militaire ».

Parallèlement, le parti communiste français vient de donner de nouveaux gages. Déjà, le programme commun avait précisé l'acceptation par le P.C. de l'alternance démocratique. Déjà, la récente déclaration communiste sur les libertés avait dénoncé des pratiques qui sont quotidiennement perpétrées actuellement de l'autre côté du rideau de fer. Cette désolidarisation aurait pu n'être que tactique : elle a été explicite. Le 8 août dernier, Georges Marchais a été encore plus loin. A l'article de la *Pravda* condamnant la politique d'unité à tout prix de la gauche en Occident, il a été répondu que la politique du P.C.F. se décide à Paris non à Moscou, que d'ailleurs on peut être impérialiste et solennel sans être impérialiste et solennel. Dans la même intervention, le secrétaire général du P.C. a ajouté que son parti — gère pressé que soit la réunion des partis commu-

Portugal

mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie

Cet après-midi, le général Spinoza a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Le général Spinoza a déclaré que le régime militaire ne pouvait pas continuer à gouverner le Portugal. Il a appelé à la formation d'un gouvernement civil et a demandé que les militaires cessent de jouer un rôle politique. Le général a également souligné la nécessité de mettre un terme aux désordres au sein de la hiérarchie militaire.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

EUROPE

DIPLOMATIE

Portugal

Portugal Mettre un terme aux dissensions au sein de la hiérarchie militaire

(Suite de la première page.)
Jusqu'à présent, les communistes avaient condamné les mouvements de grève et critiqué les nationalisations excessives. De leur côté, les militaires poursuivirent de multiples tentatives destinées à dégrader la synthèse des différents « motions » présentés ces derniers jours. Le capitaine Vasco Lourenço, ex-porte-parole du Conseil de la révolution et signataire du document Melo Antunes, a assisté à une réunion des officiers du Copcon. La presse de Lisbonne a mis en évidence les photos du général de Carvalho et du capitaine Vasco Lourenço souriant côte à côte à l'issue de la réunion.
Le général de Carvalho négocierait directement avec le major Melo Antunes. De bonne source, on précise que son « projet d'alternance de gauche » a été rédigé par des officiers du régiment de commandos d'Amadora. Il s'agit d'un projet qui ne l'a cependant pas signé, afin d'avoir les mains plus libres pour mettre au point une plate-forme politique commune avec le major Melo Antunes.

LE COLONEL VARELA GOMES L'HOMME DE BEJA

Le colonel Varela Gomes, proche du parti communiste et « cerveau » de la 5^e division de l'état-major, a été limogé dans le cadre de la restructuration décidée par le haut état-major des forces armées. De bonne source, on indique que le colonel, qui s'était récemment rendu à Cuba, avait porté volontaire pour l'Angola. D'autres officiers de la 5^e division pourraient également être affectés en Angola.
Le colonel Varela Gomes est l'un des rares officiers de l'armée portugaise à avoir milité les armes à la main contre le régime Salazar. Alors capitaine, il avait participé à l'attaque de la caserne de Beja, le 1^{er} janvier 1962. Manuel Serra, ex-lieutenant de jennesse catholique et actuel dirigeant du Front socialiste populaire, assistant du parti de Mario Soares, avait participé, aux côtés de Varela Gomes, à l'assaut andaloux de la caserne de cette grosse bourgade de l'Alentejo. Après trois heures de violent combat, l'Alentejo avait échoué. Manuel Serra et Varela Gomes avaient été capturés. Ce dernier, grièvement blessé, inactivé à la forte-citadelle de l'est jusqu'à la politique, avait été torturé par la police politique.
Maintenant au secret pendant plusieurs années, il avait en pour défenseur un avocat encore peu connu à l'époque : Mario Soares. Dirigeant du parti socialiste, ce dernier est aujourd'hui l'entraîneur politique de colonel Varela Gomes. — M. N.

CONFLIT ENTRE JOURNALISTES ET OUVRIERS DU « DIARIO DE NOTICIAS »

Lisbonne (Reuter). — Les ouvriers de l'imprimerie du *Diario de Noticias*, le plus important quotidien de Lisbonne, ont refusé de suivre la majorité des journalistes.
Trente des cinquante-cinq membres de la rédaction avaient publié, jeudi soir, un document dénonçant la ligne rédactionnelle du journal, jugée par eux trop proche des communistes. Selon eux, le quotidien était devenu « le porte-voix du premier ministre, Vasco Gonçalves, et du parti communiste ». Ils exigèrent que leur proposition soit insérée vendredi dans les colonnes du journal.
Les ouvriers de l'imprimerie ont refusé de publier en première page un communiqué accusant les journalistes d'être des « contre-révolutionnaires » et annonçant qu'ils se réuniraient lundi pour discuter des sanctions à prendre à leur encontre. Ces mêmes journalistes sont accusés de vouloir détruire la démocratie au sein du journal et d'exercer un chantage à l'égard de leurs collègues.

LES RÉACTIONS

« LA CONCERTATION VAUT MIEUX QUE LA VIOLENCE » déclare le cardinal Marty

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a évoqué la situation au Portugal au cours de l'homélie qu'il a prononcée lors de la messe de l'Assomption, à Notre-Dame de Paris (le Monde du 16 août).

« Il y a dix-sept mois, a notamment déclaré le cardinal Marty, le peuple portugais avait connu une grande espérance. Depuis quelques semaines, il connaît une grande inquiétude. Nous sommes solidaires avec lui.
» Chacun de nous connaît des travailleurs portugais. Nous avons appris à les estimer et à participer à tout ce qui les touche. Pour cette raison, nous sommes encore plus angoissés par les faits que nous rapporte la presse. Il n'est pas de ma compétence de juger des responsabilités politi-

ques des uns et des autres. La liberté, y compris la liberté religieuse, est un bien inaliénable pour tous. L'expression démocratique des citoyens doit être respectée.
» La souffrance des hommes me rappelle les mots de plus que la concertation vaut mieux que la violence, que la justice vaut mieux que la force : c'est une exigence abrupte et incontestable de l'évangile et mais elle s'impose à tous. En aucun cas, les pauvres ne doivent faire les frais des dissensions. Les pauvres doivent être entendus. Ils doivent être défendus et mais cette défense personnelle familiale et sociale. Que notre prière soit très proche de ce peuple qui cherche la justice dans la sauvegarde de la liberté. »

et appelle ses adhérents « à exprimer activement, là où ils se trouvent, leur opposition au fascisme et leur solidarité à la démocratie portugaise ».

• L'UNEF (ex-Renouveau) condamne les « mesures réactionnaires au Portugal », et réaffirme son soutien aux étudiants portugais et à leur organisation syndicale, ainsi qu'à l'ensemble des forces démocratiques de ce pays. L'UNEF (ex-Renouveau) appelle les étudiants de France « à exprimer leur opposition au fascisme et leur solidarité à la démocratie portugaise ».

• Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, affilié à la FEN) a dénoncé l'offensive contre-révolutionnaire, les violences anti-communistes et antisyndicales qui se développent aujourd'hui à l'appel de ceux qui n'ont cessé de soutenir les dictatures de Salazar et de Coeima. Après avoir exprimé sa pleine solidarité à l'intersyndicale des travailleurs et à toutes les forces qui luttent au Portugal pour le maintien de la démocratie, le SNES a appelé les enseignants de second degré à manifester cette solidarité dans l'unité avec les autres travailleurs et les forces démocratiques de notre pays.

• Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P. C.G.T.) affirme sa solidarité militante et active à l'intersyndicale des travailleurs du Portugal et au syndicat des enseignants portugais.

La détente à la recherche de son second souffle

(Suite de la première page.)
Beaucoup d'accords ont, en effet, été signés, mais les plus importants d'entre eux ont été paralysés par le Congrès ; quant aux autres, ils ont, en effet, encouragé les Soviétiques à maintenir de bonnes relations avec les Etats-Unis mais non pas, apparemment, à restreindre leurs ambitions ailleurs. Quelque peu sentant le secretariat d'Etat avancer alors l'argument que l'alternative n'est qu'une détente (plus précisément la conception qu'il en a) et la guerre thermonucléaire. C'est amalgamer un peu vite le dialogue nécessaire sur les sujets essentiels avec les superstructures et les théories plus ou moins fragiles qui sont venues s'y greffer ces dernières années.
Les choses sont plus simples du côté soviétique, puisque aucune fois les Soviétiques ne se placent dans l'hymne à la détente entonné par toute la presse avant comme après la conférence d'Helsinki. Toutefois, depuis quinze jours sont marqués par trois notes dominantes :
1) Une interprétation restrictive des clauses de l'accord final à proprement dite de l'accord. Manque de vigilance des diplomates occidentaux ou sacrifice délibéré de leur part ? Le fait est que M. Brejnev s'appuie sur un bon nombre de commentaires, comme il l'a dit à des congressmen américains, que les principes généraux de la « première partie » de l'accord ont été interprétés de façon restrictive par les concessions occidentales sur la reconnaissance des frontières, etc. — sont applicables immédiatement, alors que celles de la « troisième partie » — concernant les concessions soviétiques en matière de libre circulation — exigent pour être appliquées, des accords spéciaux entre gouvernements, ce qui signifie de nouvelles négociations.
La mention d'« accords », « arrangements » ou « contrats » figure à de très nombreuses reprises dans le préambule final, notamment dans le préambule du chapitre consacré aux contacts entre les personnes, en de nombreux endroits du texte concernant l'horizon et l'avenir de chaque page du chapitre sur les échanges culturels. C'est donc plutôt une série de « tiens l'auras » qui répondent aux « tiens t'auras ».
En même temps, et sans doute pour couper court aux demandes qu'aurait pu susciter dans les milieux soviétiques non conformes à la doctrine d'Helsinki, surtout sa publication dans la presse de Moscou, certaines mises au point ont été faites. La politique suivie en matière d'émigration, à l'on dit, sur « dissidents » juifs, est déjà « libérale » et il n'y a pas de raison d'en changer. M. Brejnev avait déjà tenu à dire dans son discours d'Helsinki que ces échanges étaient « les intérêts de la paix et de l'amitié entre les peuples » et non « répandre le poison de la discorde ».

Deux écoles

Après bien des difficultés d'allures (les sénateurs américains annoncent qu'ils passeront au cribe un nouvel accord avec beaucoup plus de vigilance que le précédent, en 1973), rien n'a encore bougé dans la négociation la plus importante pour l'Europe actuellement, celle des M.B.F.R. Les diplomates se sont séparés à Vienne sur un constat d'échec, les Occidentaux insistant toujours pour la fixation d'un plafond commun des forces terrestres, les pays du pacte de Var-

sovie ne voulant entendre parler de réduction égale, ce qui leur laisserait, selon leurs partenaires, cent cinquante mille hommes de renfortement considérable du dispositif militaire soviétique en Europe, malgré la menace chinoise à l'Est. La seconde « école » une considération peut être paradoxale, mais importante : l'attitude sectaire préchée aux partis communistes occidentaux par un Zardov éloigné des partis du pouvoir plus qu'elle ne les en rapproche alors que les élections législatives du 15 juin ont précédemment démontré que la politique d'ouverture est la plus payante. Un retour à un plus grand dogmatisme idéologique des P.C. serait donc plutôt, sur le plan politique sinon sur le plan social, un gage de stabilité pour les gouvernements bourgeois, nullement incompatible avec une politique de détente. En sens inverse, et la « dialectique » étant ce qu'elle est, une politique beaucoup plus dure pourrait être menée sans qu'il soit renoncé à un seul mot d'ordre de la détente, dans la mesure où la politique étrangère se concentrait sur le seul combat contre ses adversaires. Après tout, il n'a jamais été autant question de paix que pendant la guerre froide, qui n'a été souvent, vue de Moscou, qu'une seule et gigantesque « lutte pour la paix ».

On ne voit donc pas pourquoi le penchant bien connu de la politique soviétique pour la poursuite d'objectifs parallèles et contradictoires ne permettrait pas de combiner les deux explications. L'achèvement, à tous les sens du terme, de la conférence d'Helsinki et le départ de M. Brejnev ne constitueraient pas à la guerre froide (sauf, bien entendu, si les Occidentaux en prenaient l'initiative) ni à la simple reconstruction du statu quo mais à une situation intermédiaire. Tout en réinspirant des mêmes mois d'ordre de détente, le Kremlin reviendrait à une politique plus dégagée des ménagements et autres réserves que la diplomatie imposait à l'idéologie, à un engagement moins ambigu dans les conflits sociaux et politiques du monde non communiste. Les partisans des « sommets » seraient satisfaits, mais aussi les tenants d'une exploitation plus scientifique de la « crise générale du capitalisme ». Pour les uns, les contrastes des années, en tout cas, il ne fait aucun doute, après Helsinki, que c'est à l'Ouest, non à l'Est, que se déroulerait la bataille.

Comme c'est souvent le cas en « soviétologie », deux écoles s'affrontent. Pour une partie des observateurs, les dirigeants du Kremlin ont trop besoin de la technologie occidentale pour renoncer au cours suivi jusqu'ici, leur hantise d'être dépassés par les Etats-Unis dans la course à la qualité des armements stratégiques va les conduire à arrêter les frais et à conclure un nouvel accord SALT ; enfin, le besoin de faire face à la Chine leur impose de geler le plus longtemps possible la situation en Europe. Ils ne pourraient donc que poursuivre une politique de détente qui, au

pourrait suivre un cours plus offensif. Les tenants de cette école valent des signes avant-coureurs d'une telle évolution dans les prises de position idéologiques « durs » comme M. Zardov (le Monde du 9 août), mais aussi dans le soutien plus rapide et moins discret que par le passé accordé aux amis dans les pays en crise (à M. Cunhal au Portugal, à Mme Gandhi en Inde). Pour eux, la conférence d'Helsinki aurait été le couronnement de la politique de détente, mais aussi sa fin, du moins dans la forme où elle a été conduite par M. Brejnev.

Pas de « C.S.C.A. »
2) Un autre prolongement de la conférence d'Helsinki avait été lui aussi mentionné par M. Brejnev, lorsqu'il avait indiqué que les résultats pourraient être utiles « hors des limites de l'Europe ». C'est évidemment du « système de sécurité asiatique » qu'il s'agit, et non d'une campagne en règle autour de ce mot d'ordre, lancé pour la première fois par Moscou en 1969. Les répercussions asiatiques de la C.S.C.A. n'ont été, au moins réelles. Certains observateurs ont fait remarquer qu'en déclarant inviolables « toutes les frontières » des Etats participant à la conférence, le général d'Helsinki équivalait à faire ratifier par les gouvernements d'Europe et des Etats-Unis le tracé présent de la frontière indo-chinoise, contestée par Pékin. Curieusement, ni les dirigeants occidentaux ni la Chine n'ont jugé utile de faire connaître leur érogée du texte sur ce point. Le décliné par Pékin contre la réunion d'Helsinki visait non seulement à réveiller la vigilance détaillée des Occidentaux mais aussi à dissuader les pays asiatiques de se lancer dans une « C.S.C.A. » — une conférence pour la sécurité et la coopération en Asie sur le mode de l'autre. Sans doute aucun des pays intéressés, pas même l'Inde, n'est-il prêt pour le moment à se hasarder dans une telle entreprise. Mais l'avertissement lancé aux nouveaux gouvernements d'Indochine par le Quotidien du peuple sur le thème : « Il faut non seulement chasser le loup (américain) mais encore se garder de laisser entrer le tigre » (soviétique), montre que tout sera fait pour couper court à toute intrusion de la diplomatie soviétique sur ce terrain.

3) Le chapitre sur lequel les Soviétiques mettent le plus fortement l'accent est celui de la détente militaire. Au premier chef, les négociations sur les réductions de forces en Europe (M.B.F.R.), mais aussi les SALT, le projet de cessez-le-feu mondial et le désarmement, la prévention de nouveaux instruments de destruction massive, de la guerre nucléaire, etc., à tel point qu'il ressortirait plusieurs des quelque soixante projets de désarmement avancés par l'O.R.S.S. depuis la guerre.

Pourtant, si l'on prévoit généralement un succès dans les SALT,



(Dessin de PLANTUJ)

Après la polémique entre l'Humanité et le Nouvel Observateur

Aujourd'hui dans le Nouvel Observateur

LES COMMUNISTES PORTUGAIS ET LA GAUCHE FRANÇAISE

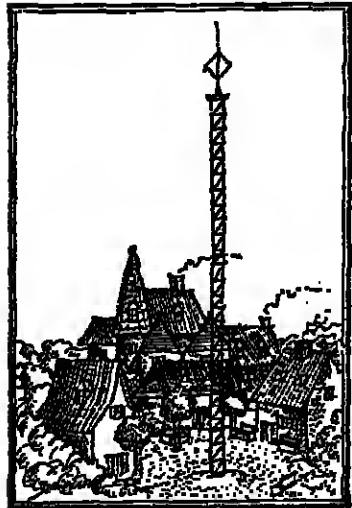
par Jean Daniel

LE NOUVEL observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER.

RADIO-TELEVISION

L'avenir des media communautaires

Antennes villageoises, année zéro



Sur le modèle de l'Amérique, États-Unis et Canada, les spécialistes français de l'audio-visuel rêvent depuis quelques années de radios, de télévisions communautaires, avec des émetteurs, des câbles, ou sur cassettes, aux dimensions du quartier, du village ou du canton, le média-tour brassement mêlé aux auditeurs, l'auditeur pouvant devenir soliste, selon un schéma d'aller et retour un peu idéal.

Les pouvoirs publics ont ressorti le dossier de la « radio locale », que la structure centralisée de l'ORTF, semblait avoir défructivement condamné. Le haut conseil de l'audio-visuel a été saisi, et François Billeloux a rédigé un rapport sur la question — un texte qui implique un redéploiement total de moyens et des fins de la radio d'Etat que la reconstruction de l'ORTF, à partager entre Radio France (national) et FR3 (régional).

Contamine estime que les stations locales devraient avoir leur autonomie de programmation, et « raccrocher » éventuellement, quand elles le désirent, aux programmes nationaux (c'est l'inverse qui est la caractéristique de l'émission régionale qui décrochent — à heures fixes de France Inter).

station dans cette perspective : la SOFIRAD a rédigé depuis une étude sur la question. Mais la « privatisation » du projet de radios locales se heurte, d'une part au monopole d'Etat, d'autre part, d'être accueilli de façon défavorable par les quotidiens régionaux, dont les recettes publiques se verraient menacées.

Les retards de la télédistribution

Les membres du groupe de travail sur la télédistribution du Haut Conseil de l'audio-visuel, réunis début juillet, ont été informés que le gouvernement n'engagerait pas de nouvelles dépenses budgétaires dans le secteur de la télévision par câble. Le fait qu'aucune provision de dépenses n'est inscrite dans le VII^e Plan semble confirmer la volonté du pouvoir de ne rien faire qui puisse lever d'ici longtemps le démarrage — et a fortiori le développement — de la télédistribution en France.

La crise économique a fait le reste. La télédistribution est, pour un long temps encore, un luxe à la portée des seules sociétés nantaises. D'autant plus qu'en France, le gouvernement a renouvelé son opposition formelle au recours à la publicité (qui aurait constitué une source de financement précieuse, et aux relais des programmes étrangers de télévision (qui auraient constitué un attrait spécifique de la télédistribution).

Les utopies radiophoniques de Châteaullon

L'EMETTEUR prêt par Radio-Monte-Carlo était sur place, mais on ne s'en servait point. L'autorisation n'avait pas été vraiment refusée, mais elle n'avait pas été accordée non plus. Simplement, il ne fallait pas envisager une « expérience » de radio locale avant la rentrée, avait-on répondu au dernier moment, aux organisateurs de ces quatre heures au Centre de vacances de Châteaullon.

timidement, tandis que d'autres, après avoir répondu de manière stérotypée et sur un « ton de radio », ne manquent pas de demander quand « ça passera ».

ront plutôt dans le radio local le moyen d'une expression communautaire. La localisation alors n'est plus seulement spatiale, elle se fait par le biais des tranches horaires, ou au fond de la classe socio-professionnelle, des classes d'âge. Il faut répondre à une volonté accrue de décommuniquer par un pluralisme des programmes.

CORRESPONDANCE

Précisions sur l'affaire Rosenberg

Le rôle du docteur Urey
MM. Alain Decaux et Stelio Lorenzi nous adressent la lettre suivante :
Parmi les commentaires que le Monde a publiés au mois de juin après notre émission sur les Rosenberg, certaines appréciations ont été portées relativement à l'intervention du docteur Harold Urey dans l'affaire. On a affirmé qu'il était absent de l'audience du dernier appel présenté par Emmanuel Bloch.

être un témoin digne de confiance. Nous sommes engagés dans une guerre froide avec le gouvernement tyranique de l'U.R.S.S. Nous désirons gagner l'approbation et la confiance dans le monde. Ne serait-ce pas embarrassant si, après l'exécution des Rosenberg, il devait être prouvé que les États-Unis ont exécuté deux innocents et laissé un coupable en liberté ? La lettre s'achève ainsi : « Je demande avec insistance que la sentence soit solennellement reconsidérée. »

l'espionnage atomique. Des faits nouveaux ont rendu plus évident ce qui était déjà suffisamment évident, à savoir que la thèse de l'accusation est dépourvue de logique et qu'elle repose sur de faux témoignages. Je n'ai pas eu l'honneur de voir votre journal la semaine dernière, mais j'ai pu obtenir de renseignements sur ce qui se passe au tribunal du juge Kaufman, je suis persuadé que les Rosenberg ont été innocents. En regardant ce tribunal, je n'ai pas vu Kaufman, mais McCarthy.

Les émissions vers l'étranger

M. Jacques Alexandre, rector de chez Radio-France Internationale, nous écrit à propos de la production de l'émission de l'ORTF.
On ne peut passer sous silence les activités de Radio-France Internationale, qui constitue un cinquième programme de Radio-France.

le matin (interview de personnalités du monde politique et économique) ; Carrefour, l'après-midi (magasin d'une heure qui permet, par des tribunes de traiter des sujets de l'actualité internationale que française, tant culturelle que sportive) ; Antenne Sud, le soir, se présente sous forme de « table ronde » ouverte notamment aux courants culturels et surtout artistiques de la francophonie.

« Je ne considère pas qu'un criminel qui fait des aveux puisse

Handwritten text in Arabic script: حسن بن النور

Vertical sidebar containing various notices and advertisements, including 'Écouter, voir', 'Les émissions régulières', 'Météorologie', and dates like 'Lundi 18 août', 'Mardi 19 août', 'Mercredi 20 août'.

هكذا في الاجل

RADIO-TELEVISION

inée zéro

station dans cette perspective... Mais le - privatisation - du service d'Etat, et surtout, d'une part d'être accueilli de façon dévouée par les quotidiens régionaux...

de Châteaurillon

La dernière émission de cette série produite par Jean-Emile Jeannesson est consacrée à la vie des retraités. Michel Favart, le réalisateur, et Jean-Paul Besançon ont enquêté à Toulouse, en avril 1974, lors de la campagne présidentielle...

Écouter, voir

● RADIOSCOPIE. — De lundi au vendredi, France-Inter, 17 h. Jacques Chancel propose en seconde diffusion une sélection de ses radioscopes...

● FILM : CES MESSIEURS DE LA SANTÉ. — Mercredi 20 août, FR 3, 20 h. 30. Sociologie du cinéma français...

● FILM : BLANCHE. — Jeudi 21 août, FR 3, 20 h. 30. Un conte médiéval qui a représenté — avant les Contes immoraux — la première manière de Walt Disney...

● HISTOIRES VÉCUES, de J.-E. Jeannesson : SOIXANTE-CINQ ANS ET APRÈS. — Mercredi 20 août, A 2, 21 h. 30. La dernière émission de cette série produite par Jean-Emile Jeannesson...

Toulouse, socialiste. « C'est une tradition familiale », dit son fils — et ils ont fait son portrait, celui d'une femme privilégiée et dynamique qui se dévoue pour les retraités de la région...

● FILM : LAMIEL. — Lundi 25 août, FR 3, 20 h. 30. Un roman inachevé de Stendhal pour lequel Cecil Saint-Laurent a trouvé une fin...

● DRAMATIQUE : QUE VOYEZ-VOUS, MISS ELLIS ? — Dimanche 24 août, FR 3, 20 h. 30. Un homme et une femme sont assis dans un musée. On les voit de dos, immobiles. Ils regardent des tableaux...

Samedi 16 août

CHAÎNE I : TF 1 19 h. 40 (R). Trac en fac, de J. Frappat. Aéro Brutesch, Bruttel, Gr. Götts.

CHAÎNE II (couleur) : A 2 20 h. 25, Athlétisme : Coupe d'Europe, à Nice; 21 h. (R), Feuilletton : La jeunesse de Garibaldi...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 20, Pour les jeunes : Plectrot et ses amis; 20 h. 25, (R), Série : La famille Bousard...

FRANCE-CULTURE 20 h. 15, (R), Série : Les chemins de la connaissance; 20 h. 20, (R), Série : Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 19 h. 30, (S), Symphonie, par C. Flicker; 19 h. 30 (S), Musique ancienne, par J.-L. Lentin...

Samedi 16 août

CHAÎNE I : TF 1 9 h. 30, Émissions religieuses et philosophiques (musée à 11 h.); 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis...

CHAÎNE II (couleur) : A 2 16 h. 40, Sport : Tiercé à Deauville; 16 h. 45 (R), Feuilletton : Le trésor des Hollandais...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 30, Série : Les grands mouvements de la peinture au vingtième siècle; 20 h. 35, (R), Série : Les chemins de la connaissance...

FRANCE-CULTURE 7 h. 2, Poésie; 7 h. 5, L'heure du letter; 8 h. Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 7 h. (S.), 1017 millibars, par A. Lacombe; 9 h. (S.), Vobis, par G. Gény; 12 h. (S.), Le chœur, par M. Lesras...

Les émissions régulières de radio

De lundi en vendredi FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations; 9 h., Claude Rubin; 12 h., Le jeu des 1000 francs; 14 h., Le magazine de Pierre Bouteiller...

Dimanche 17 août

CHAÎNE I : TF 1 9 h. 30, Émissions religieuses et philosophiques (musée à 11 h.); 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis...

CHAÎNE II (couleur) : A 2 16 h. 40, Sport : Tiercé à Deauville; 16 h. 45 (R), Feuilletton : Le trésor des Hollandais...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 30, Série : Les grands mouvements de la peinture au vingtième siècle; 20 h. 35, (R), Série : Les chemins de la connaissance...

FRANCE-CULTURE 7 h. 2, Poésie; 7 h. 5, L'heure du letter; 8 h. Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 7 h. (S.), 1017 millibars, par A. Lacombe; 9 h. (S.), Vobis, par G. Gény; 12 h. (S.), Le chœur, par M. Lesras...

Dimanche 17 août

CHAÎNE I : TF 1 9 h. 30, Émissions religieuses et philosophiques (musée à 11 h.); 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis...

CHAÎNE II (couleur) : A 2 16 h. 40, Sport : Tiercé à Deauville; 16 h. 45 (R), Feuilletton : Le trésor des Hollandais...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 30, Série : Les grands mouvements de la peinture au vingtième siècle; 20 h. 35, (R), Série : Les chemins de la connaissance...

FRANCE-CULTURE 7 h. 2, Poésie; 7 h. 5, L'heure du letter; 8 h. Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 7 h. (S.), 1017 millibars, par A. Lacombe; 9 h. (S.), Vobis, par G. Gény; 12 h. (S.), Le chœur, par M. Lesras...

Lundi 18 août

CHAÎNE I : TF 1 12 h. 30, Jeu; Le francophonisme; 14 h. 30 (R), Série : Le loop des mers; 18 h. 10, Pour les jeunes...

CHAÎNE II (couleur) : A 2 18 h. 15, Pour les enfants; Vacances animées; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Feuilletton : La preuve par treize...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 20, Pour les jeunes; La lettre mystère; 20 h. 25 (R), Prestige du cinéma; « La Bande à Bonnot »...

FRANCE-CULTURE 7 h. 2, Poésie; 7 h. 5, L'heure du letter; 8 h. Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 7 h. (S.), 1017 millibars, par A. Lacombe; 9 h. (S.), Vobis, par G. Gény; 12 h. (S.), Le chœur, par M. Lesras...

Mardi 19 août

CHAÎNE I : TF 1 12 h. 30, Le francophonisme; 13 h. 35, Magazine; Le vendredi savant; 18 h. 15, Pour les jeunes...

CHAÎNE II (couleur) : A 2 18 h. 15, Pour les enfants; Vacances animées; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Feuilletton : La preuve par treize...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 20, Pour les jeunes; La lettre mystère; 20 h. 25 (R), Prestige du cinéma; « La Bande à Bonnot »...

FRANCE-CULTURE 7 h. 2, Poésie; 7 h. 5, L'heure du letter; 8 h. Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 7 h. (S.), 1017 millibars, par A. Lacombe; 9 h. (S.), Vobis, par G. Gény; 12 h. (S.), Le chœur, par M. Lesras...

Mercredi 20 août

CHAÎNE I : TF 1 12 h. 30, Le francophonisme; 13 h. 35, (R) Série; Éthiopie boy; 18 h. 15, Pour les jeunes...

CHAÎNE II (couleur) : A 2 18 h. 15, Pour les enfants; Vacances animées; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Feuilletton : La preuve par treize...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 20 h. 20, Pour les jeunes; La lettre mystère; 20 h. 25 (R), Prestige du cinéma; « La Bande à Bonnot »...

FRANCE-CULTURE 7 h. 2, Poésie; 7 h. 5, L'heure du letter; 8 h. Les chemins de la connaissance...

FRANCE-MUSIQUE 7 h. (S.), 1017 millibars, par A. Lacombe; 9 h. (S.), Vobis, par G. Gény; 12 h. (S.), Le chœur, par M. Lesras...

HORAIRE DES INFORMATIONS A LA TÉLÉVISION

TF 1 : éditions complètes à 12 heures, 22 heures, et à 23 heures (vers 23 heures).

A 2 : flash à 18 h. 15; éditions complètes à 20 heures (le dimanche) à 19 h. 30 et en fin de soirée (vers 23 heures).

FR 3 : bulletins en fin de soirée (vers 22 heures).

Actualités régionales à 19 h. 20 sur TF 1 et A 2, à 20 heures sur FR 3.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévisuel, les sigles (*) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart.

(R) indique des émissions sortant de l'ordinaire; (S) les programmes en noir et blanc diffusés en couleurs; (R) les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

(*) Les émissions de France-Culture; (S) les émissions de France-Musique.

Les émissions vers l'étranger

21 h. 20, Festival de Prague, orchestre philharmonique et chœur de Brno; 21 h. 30, Symphonie pour orchestre, chœur et récitant (Karel Hovorka); 22 h. 30, (R) (e), Mémoires pour orchestre (Martini); 22 h. 30, (R) (e), Mémoires pour orchestre de P. Claudel, par J. Amrouche; 23 h. De la nuit; 23 h. 50, Poésie.

سكنا من الاصل

ETRANGER

Lettre d'Hydra

Un roc de solitude



qu'elle a vécu. Les Hydriotes, d'origine albanaise, furent parmi les premiers armateurs de la Grèce. Pulseurs commerçants, ils étaient aussi de grands voyageurs. C'est un peu la nécessité de vivre sur ce rocher ingrat et dur — sans végétation essentielle — qui fit des Hydriotes des pêcheurs et des marins. En même temps, la position stratégique de l'île au large de l'Aspide lui permit, mieux que les îles voisines, comme Poros ou Spetsal, de surveiller un vaste horizon de mer et de prévenir toute attaque des pirates. Les Turcs ménageaient beaucoup cette île où ils n'avaient jamais mis les pieds, car la puissance maritime qu'ils déployaient n'était pas destinée uniquement à la protection locale. Ce furent les Hydriotes qui financèrent la révolution de 1821. On dit aujourd'hui qu'ils ont sorti leurs trésors (pièces d'or et d'argent) cachés dans des puits pour lutter contre les Turcs. Les armateurs d'Hydra pouvaient se permettre ce geste grandiose pour donner à ce roc une mémoire humaine et une gloire nationale.

Aujourd'hui peu de traces de cette époque, si ce n'est quelques bustes d'embarcaux sur lesquels les chats aiment se réchauffer. Mais l'île est préservée dans sa solitude, dans sa réserve. C'est peut-être la seule île de toute la Grèce où aucune voiture ne circule, où on charge les bagages à dos de mulet, où on explore les rochers pyramidaux à pied. C'est aussi une île qui n'a pas de plage, c'est-à-dire pas de sable, ni d'installations portuaires encombrantes, à part un quai défilé où accostent voiliers et bateaux de marchandises.

Une île retirée du commerce du soleil que le marin ne peut empocher. Elle est elle-même, comme la

décrit le poète Dimitri T. Anafis, une main :
- Lorsque cette main s'ouvre [comme un drame]
- Tellement blanc par les pro- [jecteurs qui visent l'air]
- L'assassin n'a plus de rôle [par l'absence d'ombres]
- Il attend que la lune aonne [trois fois son cultre]
- Pour changer de costume et [paraître chauve-souris]
- L'amphithéâtre renait dans sa [nuit navigante]
- Plein bienheureux et gaze [da cobalt].

Une main qui carresse peu le mer, mais qui se ferme sur des demeures où des miroirs dansent sur les pans d'une mémoire qui se cache. Hydra est ce roc, mais qui s'ouvre sur des palais. Encore faut-il pousser la bonne porte. Ainsi, la maison de la famille Boudounis, construite vers 1700, est un labyrinthe où reposent des merveilles, traces d'un passé glorieux, traces d'une famille habitée par le bonheur et le quietude que dégage une esthétique discrète. Ainsi, la maison Koundouriotis, où, derrière la grille de la façade, se dessine un rêve immense, un musée. Mais il y a aussi les petites maisons, à l'échelle humaine, celle, par exemple, du peintre Angelo Spali, occupée aujourd'hui par sa veuve, Maria. Cette maison est un bonheur, le poème d'un artisan. Un poème haut, suspendu au rocher silencieux que borne un moulin de huit ailes.

Hydra est ainsi : une île imprévisible, qui n'offre sa complexité qu'en l'over du jour, au moment où les pierres s'éveillent ou touchent du premier regard, ou toucher du soleil. Après, elle se retire, dans les plis de sa mémoire, dans le chapeau de sa roche. Elle s'absente et vous laisse son port, ses marchés et une grande part de soleil. On quitte cette île avec un sentiment de frustration. On aurait pu la conquérir, l'emier d'un amour fidèle. Mais il y a une distance, peut-être un regret : on n'ose pas la troyer.

TAHAR BEN JELLOUN.

Reflets du monde entier



« La guerre est vraiment finie »

L'hebdomadaire américain NEWSWEEK s'étonne du succès que remporte en France la chanson Mein lieber Herr en tête du hit parade.
« Après la libération de la France, écrit NEWSWEEK, les femmes qui s'étaient compromises avec les Allemands pendant l'occupation ont souvent été l'objet de réactions furieuses. Mais c'était il y a trente ans. Les temps ont changé. Mein lieber Herr, une romance sentimentale susurrée par une chanteuse blonde entre deux âges du nom de Dalida, raconte une histoire d'amour entre une jeune Française et un soldat allemand. L'Allemand, qui a sauvé la vie de sa « cocotte » (en français dans le texte) pendant la guerre, promet de revenir lorsque les combats auront cessé. Hélas, il ne le fait pas.

« Selon l'impresario de Dalida, ce succès est dû à un brusque changement d'attitude de la population française de tous les âges : « Il y a seulement deux ans, jamais Mein lieber Herr n'aurait marché comme cela », dit-il.

« La chanson est aussi très populaire en Allemagne de l'Ouest, une version belge vient de sortir et un disque espagnol est en préparation. Pour les amateurs de musique pop, semble-t-il, la guerre est vraiment finie. »



Un Maigret positif

« Le roman policier est un genre distrayant et utile dont il ne faut pas sous-estimer l'efficacité dans la lutte idéologique », écrit l'hebdomadaire soviétique LITERA-TOURNAYA GAZETA.

« L'intérêt du roman policier, tel qu'il est traité en Union soviétique, poursuit l'auteur de l'article, tient à ce que les thèmes qu'il aborde sont plus proches de la réalité, et à ce que les criminels qu'il présente sont différents, et encore plus étonnants qu'ailleurs.

« D'ailleurs, le genre policier en U.R.S.S. perpétue les traditions humanistes de la littérature russe, notamment en s'efforçant d'expliquer pourquoi tel homme est devenu dangereux pour la société et comment il peut être sauvé... Les héros du roman policier soviétique sont toujours positifs et vraisemblables, alors que, dans les romans occidentaux, le commissaire Maigret est une heureuse exception. »



Heil, Heil, Heil !

Le salut hitlérien n'était pas une sécurité, si on en croit l'ancien ministre de l'Industrie du III^e Reich, Albert Speer, qui raconte dans DIE WELT l'anecdote suivante :

« Hitler avait l'habitude de faire sa gymnastique chaque matin devant sa fenêtre ouverte. Il n'avait dit un jour qu'il utilisait depuis longtemps des extenseurs. A ma stupefaction, il m'avait montré un dessin publicitaire destiné aux jeunes sur lequel on voyait les biceps de Superman que promettait le système.

« Ces extenseurs avaient une importance capitale, expliquait le Führer, pour lui qui devait demeurer le bras tendu pendant des heures, sans trembler ou fléchir, pendant les parades des S.A. au des S.S. Grâce à cet entraînement qui durait ainsi depuis des années, aucun de ses lieutenants, assurait-il, n'était capable de sauter aussi rapidement et aussi longtemps que lui. »



Une curieuse affaire d'exportation

Le correspondant du DAILY MAIL à Jérusalem révèle un nouveau « scandale à l'adoption ».

« De jeunes mères célibataires israéliennes se voient offrir un billet d'avion gratuit pour Londres à condition d'aller accoucher dans une petite clinique privée où on leur propose 1 000 livres (19 000 francs) pour abandonner leur bébé.

« Le ministère des affaires sociales israélien a été chargé par le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ces « exportations » d'enfants non désirés. Malheureusement, note le quotidien anglais, il n'existe aucune loi en Israël qui empêche une femme enceinte de prendre l'avion pour l'étranger, d'y accoucher et d'y laisser son enfant.

« Selon un porte-parole du ministère, une douzaine de jeunes femmes se seraient ainsi laissées convaincre au cours de cette année. »



Aliéné par le farniente

« Un vrai scandale a éclaté ces jours derniers à Rome, écrit LA STAMPA, quand M. Alessandro Paoloni, ingénieur à l'Institut supérieur des télécommunications, a dénoncé publiquement ses supérieurs hiérarchiques : il s'indigne d'être rémunéré depuis quinze ans pour un travail qu'il ne fait pas. »

Cette affaire a provoqué une réaction en chaîne, poursuit le quotidien italien : « Un autre fonctionnaire, M. Renato Bonaccini, a porté plainte auprès de la Cour des comptes parce qu'il estime être, depuis cinq ans, « séquestré, condamné aux loisirs forcés, et aliéné par l'ennui. »

« Par la volonté de mes supérieurs, se plaint-il, je ne fournis plus aucun travail, je suis comme un fonctionnaire réprimé, reconnu coupable de la « cuisine » maison, incapable de mitonner les petits plats qu'affectionnent la direction générale et la présidence. (...) »

M. Bonaccini, officiellement « chargé de missions spéciales, s'est vu confirmé chaque année dans ses fonctions, sans qu'on lui ait jamais précisés ce qu'elles étaient. »

VALLÉE D'AOSTE

Lorsque la presse était francophone...

Il y a cent ans, la presse était presque exclusivement francophone en vallée d'Aoste. Le premier hebdomadaire italien, la Provincia di Aosta, fut fondé en 1877. Depuis plusieurs dizaines d'années, prospèrent la Feuille d'Aoste, qui d'abord anticlérical, devint, après la disparition de l'indépendant, le porte-parole du clergé local, et l'Eco du Val d'Aoste, libéral et anticlérical également.

Si la presse de langue française était encore si prospère en vallée d'Aoste en 1875, c'est parce que pendant la première moitié du XIX^e siècle l'Italien n'était enseigné au lycée qu'en tant que langue étrangère. Jusqu'au début du XIX^e siècle, toute la littérature valdotaine était d'ailleurs exclusivement d'expression française.

La qualité de la presse valdotaine de langue française était relativement bonne, si l'on en juge, par exemple, par le contenu du numéro du 6 janvier 1875 de la Feuille d'Aoste, qui traitait alors dans sa vingt et unième année d'existence. Le journal, qui comptait huit pages, ouvre sur un événement international : « Le grand fait du jour est sans conteste l'armement de don Alphonse au trône d'Espagne... » Régionaliste, il réserve une large part aux faits ou faits relatifs à la vallée, d'abord en publiant un feuilleton intitulé « Le Suisse de Torgnon, histoire valdotaine », puis en présentant une chronique locale étoffée : incendies, banquets, procès, dont celui de l'Eco, « condamné pour la seconde fois, en moins d'une demi-année, pour diffamation » 1200 francs d'amende, et « subéventuellement, soixante-six jours de prison pour le gérant... »

Pétrole de Pennsylvanie
Le chroniqueur agricole prodigue des conseils aux vignerons pour accroître le rendement de leurs vignes. Le compte rendu des cours de la Bourse de Turin fait une large part aux mercuriales des principales denrées agricoles. Suivent les lois et actes de la Gazette officielle, et la présentation du projet de loi sur l'organisation de la milice territoriale et communale en Italie.

Sous la rubrique « Curiosités », on relève le titre suivant : « Un agent de police qui volait des voitures », précédant cette explication : « Le sieur Demeron,

chargé de la surveillance des coupés-bourgeois, avait coutume de mener vie commune avec cette canaille dans les cafés et les boucchies... » Plus significatives de « l'air du temps » sont les placards publicitaires et les « petites nouvelles ». Parmi les premiers : « Au basar d'Aoste, Jacod Etienne et Cie, péroré de qualité, vrai Pennsylvanie. Articles pour l'hiver. Fourrures. Chandelles de Mity, à mèche isolée, nouveau genre, doublement économique. » Parmi les secondes, toutes également lapidaires, et uniformément présentées, dans la Vallée d'Aoste datée du 13 janvier 1875 : « Vers les premiers jours de janvier, le neveu a été si abondant à Londres que toute circulation de véhicule y fut empêchée » ; « Le Figaro dit que Des-pêche visita le nouveau roi d'Espagne » ; « Bismark est depuis quinze jours malade d'un refroidissement... » Il faut un sérieux effort d'imagination pour comprendre quelle était la situation de la presse en vallée d'Aoste à la fin du siècle dernier, lorsqu'on considère la presse valdotaine contemporaine. En effet, les habitants de la vallée ne disposent aujourd'hui pour s'informer que des quotidiens de Turin, tels que la Stampa ou la Gazzetta del Popolo, ou de Milan, tels que le Corriere della Sera ou Il Giornale.

La presse périodique elle-même est aujourd'hui, en principe, entièrement rédigée en italien. Elle compte une vingtaine de titres différents, aux tirages modestes. La direction de chacun de ces périodiques reçoit régulièrement une page spéciale, rédigée en langue française par le service de presse de l'administration régionale de la vallée. Moyennant versement d'une certaine somme par cette administration, les journaux italiens publient cette page, qui est la même pour tous, — ce qui équivaut à une sorte de financement discret de l'ensemble de la presse locale.

Mais, en 1875, nous constatons, pessimisme, un des porte-parole de la fante régionale : « Sur les cent dix mille habitants de la vallée d'Aoste, on compte à peine 500 d'originaires de la région, et moins de 1 % de francophones... » Une évolution spectaculaire qui permet de mieux comprendre les mutations linguistiques intervenues dans les colonnes de la presse valdotaine.

PHILIPPE DECRANE.

MÉDITATIONS

Le ZaZen, en plein Paris

Aujourd'hui, en plein Paris, dans le nord-ouest du quartier de la rue Pernety, après avoir traversé un hall, dans une cour assez grande, enserrée aux quatre angles par le dos de plusieurs habitations de construction récente, vous vous trouvez dans un temple, un lieu de méditation ZaZen. Le ZaZen, méditation assise, est une forme de Zen qui lui-même se différencie des autres écoles bouddhiques par quatre points qui sont : la transmission particulière ou-delà des écritures, aucune vénération des textes anciens, la révélation à chaque homme de son esprit original, la contemplation de sa propre nature pour atteindre l'état de bouddha.

Dans ce temple, appelé Dojo, à certaines heures, souvent très tôt le matin, on risque de rencontrer l'écrivain Vincent Bardet, dont les Editions du Seuil publient Canyon California, ou Marc de Smedt, animateur de plusieurs collections chez Robert Laffont ou Seghers. L'aspect du Dojo comporte une entrée séparée de la salle de méditation, assez vaste, par de longues tentures de toile noire qui descendent jusqu'au sol. L'entrée est aussi un vestiaire où rappelle l'ambiance de certaines internats. Chacun y dépose veste, manteau ou imperméable, retire ses chaussures et revêt pour le cérémonial, une sorte de kimono. On prend un coussin rond, un zafu ou zafou, et, dans le silence, on s'assoit dans la grande salle, dans le position du lotus, en appuyant fortement les genoux contre le sol comme s'ils poussaient le terre, en basculant le bassin en avant au niveau de la cinquième lombaire, ce qui a pour effet de cambrier la colonne vertébrale. Le menton est ramené à la nuque redressée, le ventre détendu, qu'on pousse vers le bas comme le statue d'un bouddha.

Quand l'équilibre est trouvé, les mains sont jointes à hauteur de la poitrine. C'est le salut, ou gassho. Après le gassho, la main gauche est posée dans la main droite, la paume dirigée vers le haut, les pouces reposant en contact, en tension permanente. Et la méditation commence, les yeux entrouverts à la manière d'un chat qui demeure attentif tout en paraissant dormir. Le rythme de la respiration devient une sorte d'incarnation.

Pendant la méditation, le maître va et vient, muni d'un long bâton, le kyosaku, dont l'extrémité est plane. Son usage : réveiller ceux qui s'endorment par un coup violent sur les

époules, ou ceux qui ont montré dans le nord-ouest du quartier de la rue Pernety, après avoir traversé un hall, dans une cour assez grande, enserrée aux quatre angles par le dos de plusieurs habitations de construction récente, vous vous trouvez dans un temple, un lieu de méditation ZaZen. Le ZaZen, méditation assise, est une forme de Zen qui lui-même se différencie des autres écoles bouddhiques par quatre points qui sont : la transmission particulière ou-delà des écritures, aucune vénération des textes anciens, la révélation à chaque homme de son esprit original, la contemplation de sa propre nature pour atteindre l'état de bouddha.

Contestation et mysticisme

Le Dojo fut créé par le maître Taisen Deshimaru, qui, dans le taisei minime d'un livre sur ZaZen (Soghera), présente ainsi sa méthode : « Mori Zen condense l'enseignement transmis par les bouddhas, tous les maîtres et les sages, et l'expérience spirituelle de l'Asie. Enseignement dont l'essence est harmonie, union du matériel et du spirituel... » Arrivé en France à la fin de l'année 1957, le maître Taisen Deshimaru, soutenu par plusieurs organisations telles que le Soto Zen, a répandu avec succès le doctria Zen, créant autour de lui une sorte de communauté taigiteusa dynamique qui publie un bulletin, organise des stages d'initiation, des Sesshin, qui sont de courtes périodes de plusieurs jours pendant lesquelles sont pratiquées différentes méditations : la concentration pendant la méditation assise, qui est le ZaZen proprement dit, et, dans le Soto Zen, la Mondô qui est un échange de questions et de réponses, entre le maître et les disciples et encore des séances de concentration sur le travail manuel appeléee Samu.

Le Dojo de la rue Pernety est le lieu de réunion d'une communauté religieuse des plus adhérentes, et qui ne saurait être comparée à certaines organisations « scandaleuses qui ont fait les beaux jours de quelques quotidiens. C'est un lieu de mutation, une zone de confrontation entre la tradition orientale et la monde occidental qui y trouve quelque chose d'oublié, une profondeur à une ère, dans un certain décalage qui éduquent quelques catholiques dissidents d'une Eglise aux testes passées.

ZaZen est une doctrine, une discipline, comme une des « techniques du bien-être », un des fragments d'un puzzle bien étrange qui est celui d'un paysage intérieur du monde marginal dans « la fois da contestation et de mysticisme. »

HENRI J. ENU.

CARNET

Naissances
— M. Juan Guzman et Mme. née Inés Wladin...

Décès
— Nous apprenons la mort, le 15 août...

Le service religieux sera célébré le mardi 19 août...

— Mme Antoine Campana, ancien surveillant général de la société Wlad-France...

Anniversaires
— Pour le premier anniversaire du rappel à l'Ordre...

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales
Le Nouveau Carré : Cirque Grus...

Les autres salles
Charles-de-Rochefort : le Troisième Ténard...

Le cirque
Cirque Grus (voir Nouveau Carré, salles municipales)...

La danse
Jardin des Tuileries : Ballet Maurice Béjart...

Festival estival
Jardin d'acclimatation, sam. et dim. 13 h. 30...

Les chansonniers
Caveau de la République : l'Année de la frime...

Les cabarets-théâtres
L'Hayashy : Kennedy's Children (sam. et dim. 20 h.)...

Le music-hall
Casino de Paris : Spectacle de Roland Petit...

Les opérettes
Mogador : Fiesta (sam. 20 h. 30; dim. 14 h. 30)...

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20...

Samedi 16 - Dimanche 17 août

Le cirque
Cirque Grus (voir Nouveau Carré, salles municipales)...

La danse
Jardin des Tuileries : Ballet Maurice Béjart...

Festival estival
Jardin d'acclimatation, sam. et dim. 13 h. 30...

Les chansonniers
Caveau de la République : l'Année de la frime...

Les cabarets-théâtres
L'Hayashy : Kennedy's Children (sam. et dim. 20 h.)...

Le music-hall
Casino de Paris : Spectacle de Roland Petit...

Les opérettes
Mogador : Fiesta (sam. 20 h. 30; dim. 14 h. 30)...

LYNDE FANTOME (Fr.), première partie : Olympia (14) (783-87-42)...

Les films nouveaux
LE BAGARREUR, film américain de Walter Hill...

LE RETOUR DE ORAGON, film américain de Norman Foster...

PAS DE PROBLEME (Fr.), Mercury (8) (223-75-01)...

THE GROOVE TUBE (A.) (2) (v.o.), Bartlett (8) (338-55-30)...

Les grandes reprises
ALEXANDER NEVSKI (Sov. v.o.), Acteur-Champo (9) (033-51-60)...

Les festivals
AFRO-AMERICAN (v.o.), Palais des glaces (10) (691-65-85)...



La femme et les artistes contemporains à Parly 2

À la galerie du centre de Parly 2, des peintures et sculptures ont été exposées...

Les spectacles
Le 10^e pour d'été, spectacle de théâtre à Paris...

FEUILLETON

le beau Solignac

Paris, automne 1803. — Le beau colonel de hussards Henri de Solignac vient de se voir refuser la main de la comtesse de Farges par le grand-père de celle-ci...

LE SECRET

A MESURE que sa voiture la rapprochait de la rue de Bretagne, Mlle de La Rigaudie se reprenait à faire craquer ses phalanges...

elle être à moi ? Non. Il me l'a dit ! Je suis un bâtard ! — Nous bâtard ! Un bâtard ! dit brusquement Mlle de La Rigaudie...

et son com, pleurant, riant, ne comprenant pas et se sentant instinctivement heureux, africain, certain maintenant d'épouser Louise. Et pourquoi ? — Ah ! disait-il, à votre beauté, à votre dévouement, j'aurais dû deviner !...

ton étrange, à la fois émo et impérial. — Nous allons rue des Postes, Fournier, chez M. Sylvain Chamberbaud, ex-membre de la Convention nationale !

Sylvain Chamberbaud était-il heureux ? Il l'eût été sans doute si, à Solignac même, ne se fût élevé un château, et si, derrière ses murailles, n'eût vécu charmante, fière et d'une beauté irrésistible, une jeune fille vêtue de blanc...

— Mouroir ? Tu veux mourir ? dit avec un élan terrible la vieille fille dont la voix se serrait.

— Madame ? M'appeler madame ou mademoiselle ? Fi donc !... Regarde-moi bien, Henri, embrasse-moi bien, aime-moi bien, je suis ta mère !

— Mouroir ? dit-il avec une résolution farouche. Eh bien ! oui, je voudrais mourir ! Ce serait la délivrance et ce serait la joie !

— Mouroir ? dit-il avec une résolution farouche. Eh bien ! oui, je voudrais mourir ! Ce serait la délivrance et ce serait la joie !

— Mouroir ? dit-il avec une résolution farouche. Eh bien ! oui, je voudrais mourir ! Ce serait la délivrance et ce serait la joie !

UN DOCC Philippe P... UGC ODEON (v.o.) - SABON... LES

ARTS ET SPECTACLES

Culture



La femme et les artistes contemporains à Parly 2

Dans la galerie du centre commercial de Parly 2, des peintures et quelques sculptures ont été réunies, autour du thème « La femme vue par les artistes de notre époque ».

Les passants, disposés en groupes de loin en loin, sont placés sur une seule ligne; les toiles disparaissent au milieu du colorage absurde des étalages, mais celui qui se donne la peine d'approcher peut y repérer son regard et se promener à loisir comme il le ferait dans n'importe quelle galerie de peinture.

Malheureusement, on a choisi des choses bien laides pour élargir l'univers quotidien des usagers du centre commercial, (puisque tel est, paraît-il, le souci des organisateurs). On leur montre beaucoup de nus; la plupart sont assez étranges qu'un mannequin déshabillé dans une vitrine.

Pierre Boncompain, lui, a choisi d'habiller ses modèles; « la Robe du récit » et « le Feignoir bleu » sont autant de taches de couleur dans la monotone grisaille des autres toiles. Et les petites figurines de Maurice Boulouis sont bien plus intéressantes que les grosses dames d'Alex Berial: elles sont en situation « au marché », « dans le chariot », ce qui change agréablement des incarnations de Péterlin féminin sous toutes ses faces.

On a aussi l'angoisse d'être femme vue par un homme. Bernard Baudel, Mesdames « L », « B » et « D », ne sont pas gaies, mais on ne croit guère à ce canchamar. Les collages surréalistes de Dominik sont en revanche plus corsés.

Deux peintres, enfin, dominent les trente-deux autres. Ils sont totalement opposés: l'un est tout en fragilité fugitive (Harold Barnett), l'autre peint des ensembles massifs (Vargas) mais ils rendent avec une égale finesse leur propre conception de la femme.

Au total, peu de visions dérangeantes pour un sujet qui devrait parfois susciter rêves et folles: des dames sont sagement « assises » ou « au bain » ou « à la fenêtre », et non moins sagement peintes. S'il y a une femme à libérer, c'est bien la femme vue par les artistes de notre époque du moins ceux que Parly 2 a choisis de présenter jusqu'au 31 août.

CLAIRE DEVARIEUX

« Show is business »

(Suite de la première page.)

L'intérêt principal de l'étude de la Fondation Ford est de montrer qu'il faudrait que les mécènes privés et publics augmentent nettement leur effort rien que pour pouvoir maintenir au niveau de 1970-1971 l'activité orléanaise des principales organisations de spectacles américaines. En extrapolant les tendances observées jusqu'à présent, on estime que le déficit de 82 millions de dollars en 1970-1971 pourrait passer à 180 millions en 1980-1981 en dollars constants. En tenant compte de l'inflation, ce chiffre serait compris en réalité entre 285 millions de dollars (au rythme minimum de 4,5 % par an de déflation) et 405 millions.

Les institutions artistiques de la plus grande ville des États-Unis, New York, ont subi pendant les dernières années, de la part de la démonstration d'activité officielle, mais peut-être aussi de la part de l'industrie privée, une dégradation certaine. Le théâtre est un élément parmi d'autres de l'animation des communautés, et les efforts qui ont été faits pendant ces deux dernières décennies pour développer la vie théâtrale par rapport aux grandes métropoles se sont traduits par une multiplication du nombre des troupes qui s'entraînent à une augmentation des besoins financiers supérieurs à l'accroissement des moyens. Ainsi, les secteurs ont-ils de plus en plus de difficulté à trouver des théâtres qui les accueillent comme membres permanents.

L'opéra reste très vigoureux puisque, à côté du Metropolitan de New-York (qui dépense, rien que pour les salaires de ses chœurs et de ses quatuors, ce qui équivaut à ce que gagnent par leurs ventes de billets tous les autres opéras réunis sauf quatre), il faut compter avec bien d'autres. A quelques blocs de lui, le New York City Opers fait aussi...

Les spectacles sont, comme on le dit pour d'autres activités, des « industries à forte densité salariale ». Leur « productivité » ne progresse pas à la vitesse de l'augmentation moyenne de la productivité nationale; on ne remplace pas des acteurs et des musiciens sur scène par des machines, et le nombre de sièges dans une salle est limité pour « amortir » une présentation. Si bien qu'au total les frais du personnel ne représentent pas moins de la moitié du budget général des spectacles.

Les modes de financement évoluent heureusement, ce qui permet d'affirmer que « les prévisions ne...

...sont pas faites pour dire ce qui va arriver, mais ce qui aurait pu arriver... Ainsi, alors que les théâtres, les opéras et les corps de ballet ont réussi à augmenter leur proportion de ressources par la vente de billets, les orchestres symphoniques ont développé depuis plusieurs années des formules d'abonnement qui sont en pleine expansion; et les compagnies de danse moderne ont choisi dans bien des cas de donner des représentations à prix forfaitaire, à charge pour l'organisateur client de « faire sa salle ». Cette dernière formule tend d'ailleurs beaucoup à se propager.

L'inconnu est évidemment la politique future des pouvoirs publics américains. Pendant longtemps, les mécènes privés et les troupes elles-mêmes n'ont guère encouragé l'intervention de l'Etat de peur de quelque « ingérence » de sa part. Il n'y avait guère que les musées pour faire appel au crédit public. Mais les temps changent. Les institutions artistiques de la plus grande ville des États-Unis, New York, ont subi pendant les dernières années, de la part de la démonstration d'activité officielle, mais peut-être aussi de la part de l'industrie privée, une dégradation certaine. Le théâtre est un élément parmi d'autres de l'animation des communautés, et les efforts qui ont été faits pendant ces deux dernières décennies pour développer la vie théâtrale par rapport aux grandes métropoles se sont traduits par une multiplication du nombre des troupes qui s'entraînent à une augmentation des besoins financiers supérieurs à l'accroissement des moyens. Ainsi, les secteurs ont-ils de plus en plus de difficulté à trouver des théâtres qui les accueillent comme membres permanents.

L'opéra reste très vigoureux puisque, à côté du Metropolitan de New-York (qui dépense, rien que pour les salaires de ses chœurs et de ses quatuors, ce qui équivaut à ce que gagnent par leurs ventes de billets tous les autres opéras réunis sauf quatre), il faut compter avec bien d'autres. A quelques blocs de lui, le New York City Opers fait aussi...

Les spectacles sont, comme on le dit pour d'autres activités, des « industries à forte densité salariale ». Leur « productivité » ne progresse pas à la vitesse de l'augmentation moyenne de la productivité nationale; on ne remplace pas des acteurs et des musiciens sur scène par des machines, et le nombre de sièges dans une salle est limité pour « amortir » une présentation. Si bien qu'au total les frais du personnel ne représentent pas moins de la moitié du budget général des spectacles.

Les modes de financement évoluent heureusement, ce qui permet d'affirmer que « les prévisions ne...

HISTOIRE

UN DOCUMENT DE TF 1

Philippe Pétain à l'île d'Yeu

Retrouvées aux Archives nationales par Pierre Bourget, qui connaissait leur existence, les recherches depuis bien des années, des images inédites de la captivité de Philippe Pétain à l'île d'Yeu ont été offertes vendredi soir, dans le journal de 20 heures, aux téléspectateurs de TF 1.

Condamné à mort par la Haute Cour, le 15 août 1945, il y a tout juste trente ans, l'ancien chef de l'Etat français, grâce par le général de Gaulle, alors chef du gouvernement provisoire, qui lui avait permis de continuer sa peine en détention perpétuelle, avait été transféré au fort de Pierre-Léves à l'île d'Yeu le 16 novembre 1945. Il devait passer cinq ans et sept mois dans cette prison et n'en sortit, libéré par décision de Vincent Auriol, président de la République, le 2 juin 1951, que pour mourir, à quatre-vingt-cinq ans, le 23 juillet de la même année.

Au fort, sa vie monotone et solitaire était réglée par un rituel invariable. Un homme de cet âge qui se rase, fait lui-même son lit, se promène à petits pas, se soumet à l'examen du médecin, c'est un spectacle qui ne peut qu'émouvoir, surtout quand on songe qu'il est « le plus vieux prisonnier du monde », qu'on voit qu'il ne peut s'entretenir avec sa femme qu'en présence d'un gardien. Pour-

tant, le commentaire, inspiré des souvenirs de Joseph Simon, directeur de la prison, que l'on aperçoit d'ailleurs dans le film aux côtés de son prisonnier, donne à réfléchir et montre que l'émotion n'est pas tout.

Le vieux soldat qui avait porté de si lourdes responsabilités pendant les années sombres de l'Occupation justifiées, rappelait-il, son refus de signer l'Armistice, l'Armistice en novembre 1942, la Wehrmacht envahit la zone sud de la France, par l'île du général de Gaulle; il ne voulait pas « se mettre sous les ordres de quelqu'un qu'il avait connu gamain ». Et il confiait aussi que, quand les Français l'appelaient un traître, cela lui faisait beaucoup de peine.

Inconscience politique ou usure de l'âge? A vrai dire, s'il ne comprenait plus pourquoi il était là, s'il avait perdu tout intérêt, on en venait à se demander quand son esprit, son jugement, sa mémoire, avaient cessé de fonctionner, et si les hauts et les bas « constatés à l'île d'Yeu n'étaient pas bien antérieurs à sa condamnation. On ne devrait pas vivre au-delà de quatre-vingt-cinq ans. Passé cet âge, on ne peut plus ni agir ni réfléchir. C'est la dichotomie, dit-il à son gardien.

Cinéma

« LE BAGARREUR »

Image familière, marquée de fabrique des films « sociaux » de la Warner des années 30 avec Paul Muni, John Garfield, le vagabond, s'apprête à sauter du train de marchandises qui ralentit. Cette fois le bum, le tramp, e prie le visage buriné, le masque impassible de Charles Bronson, casquette de « prolo » enfoncée jusqu'aux oreilles, costume fripé. Toute une époque de l'histoire et du cinéma américain surgit, l'espace d'un éclair. Hélas! le film est pratiquement terminé... Le spectateur, qui a lu la publicité dans son journal, peut rentrer chez lui: « Il y avait le bagarreur dans le film, mais Bronson était le plus fort! »

Superman Bronson cogne dur à l'occasion. Il s'acquitte à New-Orléans avec James Coburn, bookmaker, organisateur de matches de boxe et poings nus sur le pavé, qui peuvent rapporter des fortunes. Il e la force imparable qui soulève les montagnes, met K.O. les plus grosses brutes, e fait couler à flot les dollars. Les annes surpassant quand Coburn, au lieu de rembourser l'argent qu'il e emprunté pour miser plus fort, perd tout au jeu. Bronson vient e sa rescousse, accepte de participer à un glorieux dernier combat, qu'il gagnera quand même, non sans

« Qui êtes-vous, inspecteur Chandler ? » L'inspecteur Chandler, le mal nommé (Sydney Chaplin, n'a, malgré la référence évidente à Raymond Chandler, son homonyme, rien d'un Philip Marlowe. Jusqu'aux toutes dernières images, c'est un perle demeure qui a l'art de passer à côté des initiatives susceptibles de clarifier un imbroglio auquel se trouve confronté Scotland Yard.

JACQUELINE GRAPIN.

CORRESPONDANCE

Wagner et les nostalgiques d'Hitler

Mme Lucienne Molina, fondatrice et présidente de l'Association des amis de Richard Wagner, nous écrit: « J'ai pris connaissance par la radio de l'initiative inacceptable adoptée par la belle-fille de Richard Wagner, Mlle Marie-Anne Wagner, de faire à Bayreuth, et l'élève d'un vénéral protestation contre la profession de foi nazie prononcée en public par cette femme âgée de quatre-vingt ans, qui n'a pas hésité à crier: « Heil Hitler! » avant de rendre un hommage public au Führer et n'a sans doute jamais pardonné à ses fils d'être allés au gouvernement de Bonn en lui interdisant l'accès du Festival de Bayreuth.

Cette interdiction était une des conditions à la réouverture du Théâtre de Bayreuth. Avant depuis toujours une fervente admiratrice de la musique de Richard Wagner, j'ai assisté pour la première fois en 1951 au Festival de Bayreuth, qui m'a étonnée et inspiré l'ardent désir de créer à Paris une association dont les buts essentiels restent les suivants: — Honorer la mémoire de Richard Wagner;

Une lettre de Charles Ravier

Le chef d'orchestre Charles Ravier nous écrit: « Dans un article paru dans le Monde daté 6-7 août et intitulé « Satie interrompu par l'horreur », vous publiez des propos dont l'exactitude est surprenante de la part d'un journal réputé sérieux. Je concernant l'interruption — au Festival d'Avignon — de l'exécution sous ma direction d'une œuvre d'Erik Satie, la Messe des pauvres, dans une version dont je suis l'orchestrateur et l'adaptateur.

Une telle approximation dans l'information (et ceci est un euphémisme) est profondément insultante. (Nous avons déjà publié dans le Monde à daté 10-11 août une lettre de l'acteur rétifinor-matinienne écrite que nous avions précédemment donnée de bonne foi.)

« Faire connaître la vie et l'œuvre du célèbre compositeur; — Perpétuer la dette de reconnaissance qu'a contracté l'humanité envers ce génie d'une rare puissance; — Resserer les liens entre les admirateurs du grand artiste. Le scandale provoqué par cet incident ne peut que prouver un préjudice certain à la mémoire de Richard Wagner et à mon association.

J'ai appris combien M. Wolfgang Wagner a été éprouvé par ce incident. Je puis que prouver un hommage à son courage, celui d'avoir pris immédiatement la décision qui s'imposait: l'interdiction faite à sa mère de reparaitre à Bayreuth. C'est une décision qui serait juste de faire connaître à tous les admirateurs de Richard Wagner, car, malgré toutes les interprétations des thèmes wagnériens que l'on voudrait à tout prix relier à l'idéologie nazie, je pense que la controverse créée depuis toujours et mentionnée par toutes les biographies de Richard Wagner sur son origine devrait finir à une prudente réserve.

Pour ma part, j'avais émis l'idée, lors d'un enregistrement pour un court passage à la télévision de dédicacer à tout jamais Richard Wagner; lors de l'émission à l'écran, la phrase avait mystérieusement disparu. Alors que j'ai entendu plusieurs fois, au cours de la même émission, une ancienne cantatrice évoquer « Monsieur Hitler » avec nostalgie et considération.

Le projet d'accorder le statut de Centre dramatique national au Théâtre populaire de Lorraine n'est pas abandonné, affirme le secrétaire d'Etat à la culture, dans une réponse à M. Jacques Chabanet, député communiste du Paris. Le secrétariat d'Etat précise toutefois que la réalisation de ce projet est subordonnée à la solution de problèmes financiers qui sont encore à régler avec la ville de Metz. Il fait également remarquer que l'aido apportée par l'Etat au fonctionnement du Théâtre populaire de Lorraine a constamment progressé: en 1972, elle était de 129 000 francs; en 1973, de 200 000 francs; en 1974, de 250 000 francs; en 1975, de 450 000 francs.

Lettrés

MORT DE CLAUDE-ANDRÉ PUGET

Le romancier, scénariste et dramaturge Claude-André Puget est mort jeudi à Paris des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quinze ans. Né à Nice le 22 juin 1900, Claude-André Puget donna au barreau de cette ville puis vint travailler à Paris comme journaliste. Il aborda le théâtre en 1931 avec le Ligne de cœur, devient un acteur à la mode dès 1933 avec les Jours heureux. Il adapta en français plusieurs pièces de Shakespeare: le Marchand de Venise, le Conte d'hiver, Jules César, Richard II, Macbeth, ainsi que les Amants terribles de Noël Coward et le Pygmalion de George Bernard Shaw.

Il écrit pour le cinéma les dialogues de Moustache Gracie (1934), les Amants terribles, d'après son adaptation de Noël Coward (1936), le Drame de Malouze (1937), les Jours heureux (1937), l'Amour en propre pièce, et Garnier, pour Christian-Jaque. Il était, depuis 1971, vice-président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

UGC ODEON (v.o.) - GAUMONT MADELEINE (v.f.) - CYRANO Versailles (v.f.) - TRICYCLE Asnières (v.f.)

YUL BRYNNER ELI WALLACH STEVE WALLACE CHARLES BRONSON ROBERT VAUGHN JAMES COBURN HORST BUCHHOLZ LES MERCENAIRES

Formation de cadres supérieurs hôteliers hospitaliers de stations et offices de tourisme. IBO

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

EN JUILLET COMME EN JUIN

Légère progression de la production industrielle aux États-Unis

Washington. — Pour le deuxième mois consécutif, l'indice de la production industrielle américaine a progressé en juillet. Il a, en effet, monté de 0,5 %, après avoir augmenté du même montant en juin, pour la première fois depuis neuf mois. Le niveau de l'activité industrielle américaine demeure toutefois inférieur de 11,7 % à son niveau de juillet 1974 et de 13,1 % à celui de novembre 1973, date officielle du début de la récession aux États-Unis.

La reprise de juin-juillet est due notamment à l'industrie automobile, dont la production a augmenté de 5 % en juillet. Même si elle reste encore faible, elle paraît maintenant assurée, puisque ce nouvel indice de redémarrage fait suite à plusieurs autres : la légère baisse du chômage en juillet, la reprise des ventes d'équipement ménager, la progression des revenus des particuliers, la hausse depuis mars de l'indice « composite » de l'activité (synthèse d'indicateurs divers), qui passe pour anticiper l'évolution conjoncturelle aux États-Unis (Le Monde du 4 août).

Le département fédéral du commerce, qui a publié vendredi 15 août les derniers chiffres en sa possession sur l'évolution des paiements extérieurs américains, estime que trois faits en caractérisent le deuxième trimestre :

- Une nouvelle progression de l'excédent commercial des États-Unis, qui a atteint 3 530 millions de dollars (317 millions au premier trimestre, et d'un déficit de 1 461 millions de dollars au deuxième trimestre 1974) ;
- Une diminution de plus de 1 milliard de dollars des achats nets de valeurs étrangères par les Américains (achats qui sont tombés à 970 millions de dollars) ;
- Un maintien à un niveau élevé des sorties de capitaux bancaires, qui ont totalisé 3,7 milliards de dollars (en augmentation de trois cent millions de dollars sur le trimestre précédent).

Au total, la balance des paiements extérieurs, calculée sur la base des liquidités, enregistre un

excédent de 1 296 millions de dollars d'avril à juin (contre 2 945 millions au premier trimestre et un déficit de plus de 6 milliards de dollars d'avril à juin 1974). La balance des transactions officielles, qui mesure l'endettement des États-Unis à l'égard des banques centrales étrangères, a enregistré, elle, un déficit de 1 600 millions de dollars, inférieur de moitié à celui du premier trimestre (3 255 millions). C'est l'endettement à l'égard de la France qui a le plus augmenté, tandis que celui à l'égard de l'Allemagne fédérale diminuait fortement. Les statistiques de la balance de base (comptes courants et mouvements de capitaux à long terme), considérées comme les plus significatives de l'évolution des paiements extérieurs des États-Unis, ne seront publiées que dans une quinzaine de jours.

La crise économique touche particulièrement l'industrie horlogère

De notre correspondant

Berne. — Les responsables belges ne s'attendent guère à une amélioration durable de la situation économique pour cette année. C'est ce qui ressort d'un rapport gouvernemental qui est consacré à l'évolution de l'économie suisse au cours du premier semestre de 1975.

Le conseiller fédéral constate d'abord que le commerce extérieur a nettement ressenti les effets de la récession mondiale et du rajeunissement du franc suisse. De janvier à mai 1975, les exportations globales de la Suisse ont reculé de 8,7 % en valeur nominale, et de plus de 14 % en termes réels par rapport aux cinq premiers mois de l'année précédente.

Le secteur le plus touché a été

l'horlogerie, dont les ventes ont diminué de quelque 30 % en termes réels, après élimination des variations de prix. Cette baisse des commandes a entraîné une accumulation de stocks qui dépassent de deux à trois fois le niveau normal. La situation ne semble d'ailleurs pas devoir s'améliorer dans l'immédiat. Certaines entreprises viennent d'accorder une semaine supplémentaire de congés à leurs employés, tandis que de nouvelles réductions d'horaires sont annoncées et que d'autres licenciements sont à craindre. Alors que le chômage était pratiquement inexistant en Suisse il y a un an, on enregistre officiellement huit mille cinq cents chômeurs totaux et un peu plus de cent mille chômeurs partels en juillet dernier.

Faits et chiffres

Énergie

• **UNE NAPPE DE GAZ A ÉTÉ DÉCOUVERTE AU GÉR (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES)** par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, le vendredi 15 août. On ignore encore l'importance de la nappe. — (A.P.)

Étranger

• **LE DANEMARK A ABAISSÉ SON TAUX D'ESCOMPTE DE 8 à 7,5 %**, a annoncé vendredi 15 août, la Banque centrale de Copenhague. Ce mouvement, appliqué le lundi 18, fait suite à ceux, analogues, décidés la veille par la R.F.A. et les Pays-Bas. — (Reuters)

• **L'ÉGYPTE A REMBOURSE AU COURS DES QUATRE DERNIERS MOIS, 1,184 MILLIARDS DE DOLLARS** à ses divers créanciers, précise le quotidien du Caire Al-Ahram, ceci grâce à des prêts à long terme des pays arabes. Citant le ministre égyptien des finan-

ces, M. Ahmed Abou Ismail, le quotidien précise que le gouvernement égyptien s'efforcera désormais de n'utiliser les prêts à taux élevé qu'à concurrence de 75 % et d'obtenir des pays prêteurs des délais maximums de remboursement. Ce dernier objectif devrait, selon Al-Ahram, permettre, dans le cas de l'U.R.S.S. qui demeure le principal créancier de l'Égypte, un paiement des remboursements annuels d'environ 60 à 70 millions de livres égyptiennes. — (A.F.P.)

• **LA BALANCE DES PAIEMENTS JAPONAISE** a enregistré, en juillet, un excédent de 40 millions de dollars (176 millions de francs). C'est le premier excédent depuis quatre mois, le déficit, en fait, ayant atteint 283 millions de dollars (1,34 milliard de francs) au premier trimestre. Les premiers barbotiers leur flotte aux couleurs de l'été ; les secondes maquillent leurs avions dans des tons neutres

Le coût de la vie aurait baissé de 0,3 %

Le fléchissement de l'activité a également entraîné une baisse d'environ 18 % des importations tant en valeur qu'en volume. En raison du cours élevé du franc suisse, le déficit de l'économie a contribué à freiner la montée des prix. Ainsi, pendant le premier trimestre, le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (+ 1,3 %) a été l'un des plus bas d'Europe occidentale. En juillet, le coût de la vie aurait même baissé de 0,3 %.

Le rapport du gouvernement helvétique sur l'économie de juillet, cependant, la baisse de la balance commerciale s'est élevée à 1,6 milliard de francs, diminuant de moitié par rapport à la même période de l'année précédente. Grâce à une forte augmentation des revenus nets de capitaux en provenance de l'étranger, les autorités helvétiques estiment que la balance des paiements devrait se solder en 1975 par un excédent sensiblement plus élevé que celui de l'an dernier qui avait atteint près de 500 millions de francs suisses.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

RETRAITES

A PROPOS DE LA LENTEUR DES CAISSES A LIQUIDER LES RETRAITES-VIEILLESSE

Mme Y. L., de Paris, nous écrit pour dénoncer la lenteur des caisses d'assurance-vieillesse à liquider les retraites, leur qui contraste avec la célérité et l'insistance de ces caisses à réclamer de l'argent. En retraite depuis juin 1974, Mme Y. L. n'attend toujours rien.

Pour avoir eu à traiter, au cours des mois écoulés, avec des organismes de retraite français ainsi qu'avec la Sécurité sociale britannique, je puis à t'ester, écrit-elle, que les caisses en France détiennent le triste record de la lenteur, de la négligence, voire de l'incompétence pour ne rien dire de la mauvaise foi dans lequel elles tombent ceux qui ont besoin d'elles. Ces mêmes caisses sont beaucoup plus pressées et d'un commerce épistolaire beaucoup plus agréable lorsqu'il s'agit de promouvoir des rachats de cotisation - encouragés et stimulés par tous les moyens... je suis également en mesure de préciser que ces rachats ont été effectués par moi-même et par un collègue pour expliquer les lenteurs d'une liquidation de retraite qui est tout de même un combat.

En outre, l'institution officielle de retraites de l'Etat français semble s'être éperdue moquée des obligations mises à sa charge par les Communautés économiques européennes depuis l'assimilation des régimes des pays membres.

Mme Y. L., explique que, sollicitée à Londres, elle n'a utilisé les possibilités offertes par la loi du 10 juillet 1965 de rachat des cotisations. En 1972, cependant, la caisse avait dû répondre aux appels de rachat, comme le prévoient divers règlements de la Communauté européenne de 1971 et 1972.

En effet, renseignements pris récemment auprès des services d'information à Paris des Communautés européennes, il apparaît que passé le 1^{er} janvier 1972 le service des rachats de la sécurité sociale française avait l'obligation de rachat des cotisations dans des délais plus courts que ceux qui risquent de procéder à des paiements rendus supérieurs par les règlements communautaires. Non seulement ceci

n'a jamais été fait, mais l'avis d'appel de cotisations afférant aux rachats n'a été adressé le 16 mars 1972.

Il m'a fallu arriver au 15 mars 1974, date de dépôt de mon dossier de liquidation de retraite, pour être éclairé sur la nouvelle étendue de mes droits. Bien entendu, dans l'intervalle, j'avais pourvu à mes versements ; à ce jour, sur un total de 5 680 F, j'ai réglé 2 190 F en pure perte, puisque, selon les dires des services, cette somme ne me sera jamais remboursée. Mieux : comme je m'étais fermement engagée dans des rachats visant à totaliser cent quarante-trois trimestres, il paraît que, malgré le bénéfice de la circulaire du 27 mars 1962 qui m'a été accordé, j'aurais à acquitter jusqu'à son dernier centime le solde de 3 494 F, même si je suis prévenue, en même temps, que le montant de la pension britannique sera obligatoirement déduit de la prestation française ! Du beau travail, en vérité.

EMPLOI

LES ENTREPRISES DE TRAVAIL PUBLICS ENVISAGENT DE NOUVELLES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

Le pessimisme des entrepreneurs de travaux publics continue de s'aggraver : « Aucun pronostic global de redressement n'est formulé par les huit cents entrepreneurs interrogés en juillet par la Fédération nationale des travaux publics et l'Institut national de la statistique, pour leur enquête trimestrielle.

Le nombre des entrepreneurs qui pensent que les effectifs diminueront dans les prochains mois continue d'augmenter depuis janvier. « D'avril à juillet, la détérioration des situations a entraîné pour autant une légère augmentation des délais de paiement. Mais cette amélioration semble due essentiellement à la réduction du niveau de l'activité.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LE MOBILIER URBAIN DE PARIS

Anomalies

Beaucoup d'étrangers, beaucoup de provinciaux sont actuellement en visite à Paris. Avant-ils remarquent les anomalies qui subsistent encore dans la ville et qui ne facilitent pas toujours leurs déplacements ?

Deux questions publiées dans le Bulletin municipal officiel du vendredi 15 août mettent en relief ce manque d'attention : le politesse que la cité qualifie de « politesse de l'étranger » à l'encontre de ses habitants et de ses visiteurs. Des riens, mais des riens qui font que la capitale est aimable ou pas. Prenons les aubaines qui sont une fois trouvées, mais qui ne disposent pas de bague adéquate d'entretien. Ces trois conseillers de Paris posent la question : « Il semble pourtant simple de prévoir des bancs très proches des arrêts d'autobus lorsque cela est matériellement possible ; d'une pierre deux coups. Le prêt, dans sa réponse, fait dire : cela sera

fait - chaque fois que le disposition des lieux le permettra et dans le limite des crédits disponibles. Quant aux abris-bus proprement dits, on y mettra - il faudra attendre les résultats de l'étude technique et chiffrée - soit des bancs, soit des strappings. Affaire à suivre.

Une autre affaire, une autre gêne, est le fait de voir des noms de rues. Voilà plusieurs autres conseillers qui se plaignent de l'implantation des plaques, de leur absence, de leur camouflage derrière des enseignes ou des marquages, bref des années qu'une telle situation occasionne à l'automobiliste contraint au ralentissement pour lire son chemin. L'entretien des plaques de nom de rue n'a jamais cessé d'être le souci constant des services municipaux qui effectuent périodiquement des surveillances pour relever celles qui sont manquantes ou illisibles. », répond le préfet. On n'est jamais trop vigilant.

Faits et projets

Circulation

• **MANIFESTATION SUR LA-4.** Une manifestation a eu lieu, vendredi 15 août à Saint-Maurice (Val-de-Marne), à l'appel de élus communistes, pour protester contre l'abandon des arbres nécessaires à l'aménagement de l'aire de péage de l'autoroute A-4.

De nombreux maires de l'Est parisien ont déjà protesté contre le principe de ce péage. M. Robert Galley, ministre de l'équipement a maintenu sa décision le 12 juin. L'arbitrage du premier ministre a été demandé.

Construction navale

• **NOUVELLE BAISSE DES COMMANDES.** — Les statistiques du Lloyd's Register of

Shipping montrent que les commandes aux chantiers navals mondiaux (ceux de l'U.R.S.S. de la Roumanie et de la Chine populaire exclus) ont encore diminué au cours du deuxième trimestre de cette année : elles représentaient 102 137 238 tonnes brutes au lieu de 113 349 368 au cours du premier trimestre et de 130 517 426 tonnes au cours du deuxième trimestre de 1974.

Les chantiers japonais restent de ce point de vue les premiers au monde ; les pétroliers représentent 65,9 % du tonnage en commande.

Environnement

• **LE MENSUEL DU LARZAC.** — Le dernier numéro de Gerdrum le Larzac, le mensuel des

Escadrilles de charters dans le ciel de Palma

Ce n'est pas loin, ce n'est pas cher ; l'été venu, l'Europe des vacances se déverse sur les Balears. Pour aller à Majorque, ils furent, l'an dernier, 6 442 000 à choisir l'avion. 1 million, seulement, à préférer le bateau.

Sixante-sept transporteurs fréquentent l'aéroport de Palma. Les compagnies charters tiennent le devant de la scène ; les compagnies régulières - une dizaine au total - font de la figuration. Les premières barbotent leur flotte aux couleurs de l'été ; les secondes maquillent leurs avions dans des tons neutres

Impossible d'échapper aux lois de l'économie

Mais sous scellés pour cause de faillite, trois DC-8 d'Air Spain de la compagnie espagnole de transporteurs de l'air ; faire voler des avions n'est pas un jeu d'enfant. Impossible d'échapper aux lois de l'économie.

Pour ne pas perdre un marché, les compagnies charters sont obligées de se plier aux exigences des fabricants de voyages qui bloquent le plus clair de leur activité sur

TOURISME

Des queues interminables

Les formalités achevées, les représentants des organisations de voyages - en uniforme - battent le rappel. Un coup d'éponge exercé sur l'étiquette accrochée à chaque bagage : « Sovereign Holidays ? troisième quart, quatrième autobus à gauche ; World Colon ? deuxième quart, dernier autobus à droite. » Ainsi canalisé, le flot s'écoule sans incidents.

Discipline

Ni panique, ni pagaille, même dans le feu de l'action. La discipline de groupe évite des égarements que l'on connaît ailleurs. Ici, le passager n'est pas livré à lui-même ; il obéit à un chef de file.

Stôt l'avion immobilisé, des photographes accourent au pied de la passerelle et mitraillent l'un après l'autre, les visiteurs à la mine hébété et au sourire béat. Ce ne sera pas une affaire de les retrouver à l'hôtel pour leur dire de se souvenir. A terre, le groupe ne se dissout pas. On sait dans quel établissement il descend. Dis-moi qui t'envoie, je te dirai où tu loges...

La police est bon enfant. En général, pas de goulot d'étranglement au contrôle des passeports. Le fonctionnaire de service se contente simplement de ramasser, sans les vérifier, les fiches de

Sur l'autoroute du Soleil

Combien sont-ils à avoir perdu là du temps de leurs vacances, dans ce garage en briques encombré de voitures, flanqué sur les bords de l'autoroute de Chasse-sur-Rhône, un petit bourg à quelques kilomètres au nord de Valence, dans l'Isère ? Le propriétaire est dépanneur agréé sur cette distillerie de l'autoroute du soleil entre Lyon et Valence. Se relayant avec ses collègues de la région pour assurer la permanence, il s'est retrouvé en garde en ce week-end du 15 août.

Tôt le matin, le téléphone commence à sonner : une Ford, au kilomètre 13 800, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre ou d'attacher une chaîne et le voilà reparti, traînant derrière lui la berline. A peine arrivé au garage, un nouveau message : une B 5 et une 504, au kilomètre 3 500, après 500 km de route sans incident. Faute de moteur. Le garagiste monte dans sa dépanneuse avec l'un de ses mécaniciens, dévale la colline jusqu'à l'autoroute, emprunte des chemins interdits au public et rejoint le véhicule en difficulté. Quelques mots échangés pour repérer la cause de l'incident. Mais il faut faire vite : l'homme de l'art a pour mission de dépanner au plus vite la chaussée encombrée afin d'éviter la formation de « bouchons ». Le temps de fixer une barre

Handwritten note in a box: "صحة من الالعمل"

LA SEMAINE FINANCIÈRE

BOURSE DE PARIS

Bourses étrangères

SEMAINE DU 11 AU 14 AOUT

AUX AGUETS

MALGRE le complet découvert qui a régné durant cette semaine réduite à quatre séances par les fêtes de l'Assommoir, le Bourse de Paris a franchi sans encombre la passe du 15 août. Mieux ! Les cours ont légèrement monté, alors qu'ils ont plutôt tendance à fléchir en période d'inactivité.

En léger retrait lundi, le marché se figeait mardi dans un quasi-immobilité. Dès lors, tout laissait à supposer que la semaine se terminerait comme elle avait commencé. Mais la Bourse ne dormait que d'un œil. Mercredi, le courant d'échanges, quoique toujours assez réduit, s'élevait un peu et une hausse sélective se développait, favorisant le secteur automobile, le bâtiment, la construction électrique et les pétroles. Jeudi, à la veille du long week-end, un début d'effrètement était enregistré. Mais finalement, à l'issue d'une séance de pure forme, les hausses l'emportèrent d'une très courte tête sur les baisses. Si bien qu'entre le 9 et le 14 août les différents indices ont, en moyenne, progressé de 1,3 %.

C'est bien, c'est même très bien, car l'on s'est littéralement battu les flancs - cette semaine sous les colonnes du Palais Brongniart. Il faut remonter à la période s'étendant du 8 au 13 août 1971 pour retrouver des volumes de transactions aussi faibles. C'est dire !

Tout en se gardant de vouloir trouver à tout prix une signification au marché de cours, il faut admettre que le comportement du marché est apparu réconfortant à bien des égards. Optimisme insipide ? Peut-être pas. Malgré son étalement de Wall Street lui a fait ouvrir un œil. La hausse de l'indice de la production industrielle au juin - la première de l'année - quoique assez faible, ne lui a pas paru non plus à dédaigner.

Enfin, qu'on le veuille ou non, la tenue très honorable du dollar, après sa récente montée, et la hausse des matières premières dans le monde sont, eux aussi, considérés comme des indices annonciateurs d'une reprise des économies occidentales. La Bourse sait que le redressement sera long à porter des fruits et que le risque inflationniste n'est pas à négliger. Mais comme dans un peu plus de quinze jours le gouvernement rendra publiques les mesures destinées à contenir l'inflation, elle tient, compte, jauge pour ne pas être prise de court le moment venu. Bref, malgré les aléas, la confiance ne se dément pas. Faut-il d'une hausse d'été, bien des familles de la corbeille attendent maintenant une hausse d'automne.

Sur les avis du marché libre de Londres, lui-même guidé par les indications venues d'outre-Atlantique, l'or a baissé régulièrement. Le lingot et le kilo en barre ont respectivement perdu 345 F et 310 F pour revenir à 23 500 F. Seul le napoléon a fait bonne contenance, n'abaissant que 1 F à 259 F. La rente 4 1/2 % 1973, qui est indexée sur la pièce française de 20 F, a elle aussi, bien résisté à 556,300.

Aux valeurs étrangères, un vent d'été américain a soufflé de la plupart des mines d'or. Les Allemands ont peu varié. Les pétroles internationaux et les cuivres ont été soutenus.

ANDRÉ DESSOT.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du sucre et du zinc - repli de l'argent

MÉTALX. — Les cours du sucre ont consolidé leur avance récente au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal se sont encore accrus ; ils atteignent 353 325 tonnes (+ 8 800 tonnes). Le Japon, qui n'a pas encore commencé à importer, pourrait consommer près de 850 000 tonnes en 1975. Il faut attendre une reprise délicate de la consommation pour que l'on puisse assister à un véritable assainissement du marché, estiment les experts.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, une baisse s'est produite sur les cours de l'argent. Le métal disponible revient à Londres de 348,10 pence l'once troy à 343,35 pence et le trois mois de 353,90 pence à 343,85 pence. En vue de profiter des prix de ce métal.

Près vient de libérer les exportations de produits en argent métal. Les ventes à l'étranger devraient donc doubler et atteindre près de 30 tonnes par jour.

Sur le marché libre de Londres, les cours de l'albumine s'établissent à 355-360 livres la tonne. Une reprise de la demande tend à se manifester dans certains secteurs.

Nouvelles cotes de cours du zinc à Londres. Les prix de 360 Bites la tonne, inférieur pour la première fois depuis nombre de mois aux niveaux du marché, établis par les producteurs européens, pourraient se maintenir à ce niveau pendant un certain temps. Les producteurs japonais, très proches de l'exportation, ne seraient pas pour tenir compte de la dépréciation de la livre sterling. La production américaine de métal a diminué de 22 % durant les sept premiers mois de l'année. Les stocks de zinc sont estimés à 270 018 tonnes contre 346 064 tonnes pour la période correspondante de 1974.

Cours des principaux marchés du 14 août 1975

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. — Londres (en sterling) comptant 604 (604), à trois mois 627,50 (623,50) ; étalon comptant 3 240 (3 240), à trois mois 3 290 (3 277) ; plus 100 (241) ; zinc 301 (343,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 56,30 (57,90) ; aluminium (1900) 41 (39) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (58,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) inch. (143-145). — Singapour (en dollars des Détroits par plein de 133 lbs) : 1 020 (1 010 3/4).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 80,80 (49,88), déc. 51,15 (50), laine suint oct. 139 (146), déc. 159 (153). — Londres (en sterling par tonne) : jute Pakistan, White grade C inch. (195). — Roubaix (en francs par kilo) : laine août 17,40 (17,30). — Calcutta (en roupies par maund de 83 lbs) : jute 455 (470).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : S. S. S. comptant 30,10-37,25 (26-28,50). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 150-50-151 (148,50-149).

DÉTERGENTS. — New-York (en cents par lb) : casca sept. 62,43 (56,10), (19), sept. 21,30 (20,30). — Londres (en livres par tonne) : sucre oct. 254 (222,25), déc. 229,80 (219) ; café sept. 761 (777), nov. 764 (774) ; cacao sept. 667 (620), déc. 609 (598), 133 (122,25), déc. 229,80 (219) ; café sept. 761 (777), nov. 764 (774) ; cacao sept. 667 (620), nov. 705 (710) ; sucre (en francs par tonne) sept. 2 400 (2 160), nov. 2 400 (2 100). — Calcutta (en roupies par maund) : café sept. 627 (618), déc. 575 (570) ; cacao sept. 700 (705), nov. 705 (710) ; sucre (en francs par tonne) sept. 2 400 (2 160), nov. 2 400 (2 100). — Calcutta (en roupies par maund) : café sept. 627 (618), déc. 575 (570) ; cacao sept. 700 (705), nov. 705 (710) ; sucre (en francs par tonne) sept. 2 400 (2 160), nov. 2 400 (2 100). — Calcutta (en roupies par maund) : café sept. 627 (618), déc. 575 (570) ; cacao sept. 700 (705), nov. 705 (710) ; sucre (en francs par tonne) sept. 2 400 (2 160), nov. 2 400 (2 100).

RETRAITES

PROPOS DE LA LENTEUR DES CAISSES LIQUIDER LES RETRAITES-VIEILLESSE

de Paris, nous avons pu constater la lenteur des caisses de retraite-vieillesse à liquider les retraites. Cette lenteur est due à la complexité des dossiers et à la difficulté de rassembler les pièces nécessaires. Les bénéficiaires sont souvent obligés d'attendre plusieurs semaines avant de recevoir leur pension. Cette situation est particulièrement pénible pour les personnes âgées qui ont besoin de ces fonds pour vivre.

EMPLOI

LES ENTREPRISES DE TRAVAIL PUBLICS ENVISAGENT DE NOUVELLES RECRUTERIES D'EFFECTIFS

La Fédération officielle des entreprises de travaux publics envisage de recruter de nouveaux effectifs. Cette initiative est motivée par la nécessité de maintenir le rythme des travaux et de faire face à la demande croissante de services. Les entreprises s'efforcent de attirer de jeunes diplômés et de former de nouveaux cadres pour assurer la continuité de leur activité.

le Palma

Sur l'assommoir de la Palma, les autorités locales ont organisé une série de travaux de restauration. Ces travaux visent à améliorer l'aspect de ce lieu historique et à préserver son patrimoine architectural. Les habitants de la Palma sont fiers de voir leur ville retrouver son caractère et sa beauté.

INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INDICES GÉNÉRAUX	8 août	14 août
Indice général	89,3	89,3
Assurances	129,3	129,3
Banq. et sociétés financ.	73,1	73,1
Sociétés investiss.	61,9	61,9
Sociétés investiss. partiel.	89,7	89,7
Agriculture	74,2	74,2
Aliment. boissons, dist.	82,6	82,6
Aut. cycles et leurs eqs.	96,9	96,9
Bâtiment	84,8	84,8
Bâtiment, constr. I.P.	94,8	94,8
Chemins de fer et tram.	70,3	70,3
Carrières salines, charbon.	84,0	84,0
Chemins de fer, autobus.	85,5	85,5
Chemins de fer, tram.	106,2	106,2
Industries pap. cartons	80,1	80,2
Industries pharm.	70,5	70,7
Industries textiles	70,8	70,8
Industries métall.	100,5	102,4
Mines métalliques	101	99,8
Mines non métall.	84,5	85,2
Prat. chimiq. et alim.	112,3	113,4
Services publics et transp.	82,4	80,7
Services financiers	70,8	70,8
Services	85,8	87,7
Valeurs étrangères	85,1	85,5
Valeurs à rev. fixe en ind.	102,9	110
Valeurs immobilières	71,4	71,4
Valeurs amort. fonds gar.	140,8	140,7
Valeurs non amort. fonds gar.	94,4	94,4
Valeurs non amort. fonds gar.	108,3	108,3
Valeurs étrangères	88,9	89,9

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

INDICES À REV. FIXE EN IND.	162,5	162,7
Val. tram. à rev. variable	820	822,3
Valeurs étrangères	703	691,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

INDICES GÉNÉRAUX	74,2	74,9
Produit de base	51	51,9
Construction	55,8	56,5
Blanc d'équipement	69,7	70,2
Biens de consomm. durables	105,0	111,4
Biens de consomm. courants	81,1	81,0
Biens de consomm. aliment.	81,1	82,6
Services	110,7	111,5
Sociétés financières	85,6	85,1
Sociétés de la zone franc	144,1	145,1
Sept. principal. S'Ind.	68,7	67,5
Valeurs industrielles	68,7	67,5

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	11 août	12 août	13 août	14 août	15 août
Termes	35 620 978	39 085 387	81 854 216	—	—
Comptant	1 365 148	49 501 667	56 768 031	non comm.	—
R. et obl.	26 192 818	34 903 509	35 927 585	—	—
Actions	—	—	—	—	—
TOTAL	118 178 945	123 490 563	154 049 872	—	—

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974)

	128,3	128,3	130,2	130,2
Valeurs à rev. fixe	128,3	128,3	130,2	130,2
Etranger	127,8	127,8	129	127,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

INDICE GÉN.	74,2	74,2	74,7	74,5
Indice gén.	74,2	74,2	74,7	74,5

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Calme

Transactions modestes, écarts de cours peu importants : la deuxième semaine du mois d'août a été très calme sur les marchés des changes, bien que l'annonce de l'abaissement des taux de l'escompte de la Bundesbank ait provoqué jeudi dans l'après-midi une hausse assez forte du FRANC SUISSE.

Restant lundi, mieux disposé le lendemain, en léger recul mercredi, le DOLLAR a finalement fort peu varié, ses cours s'établissant jeudi très près des niveaux atteints le 8 août. Cette tenue dans la rampe du DOLLAR n'est guère surprenante. Après trois semaines de hausse continue, les pronostics seront-ils vérifiés ? Constatons simplement que la nouvelle baisse du taux de l'escompte allemand a entraîné, non pas une hausse du DOLLAR mais une vague d'achats sur le FRANC SUISSE, qui apparaît du nouveau difficile à refuser aux spéculateurs en quête de devises fortes. La Banque nationale suisse a donc été contrainte d'intervenir jeudi après-midi pour freiner la hausse du franc suisse.

Les banques centrales restent d'ailleurs très présentes sur le marché. La Banque de France, par exemple, a tous ces derniers jours acheté des devises, notamment des DEUTSCHEMARKS, opération

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACES	Francs	Lira	Mark	Yen	\$ U.S.	Francs français	Franc suisse
Londres	5,7783	1,4140	5,4433	2,1090	0,2532	5,9321	5,9321
New-York	37,8071	0,1491	38,7440	2,1090	22,7820	37,3134	37,3134
Paris	165,87	6,5430	169,99	8,2332	4,3875	163,71	163,71
Zurich	181,3232	3,9710	183,337	5,6521	2,6980	61,6830	61,6830
Frankfurt	97,5803	3,8493	5,4433	2,2810	38,8269	96,3059	96,3059
	97,5425	3,8336	5,4231	2,2800	38,8373	95,9107	95,9107

qui ont vu la devise américaine progresser de 10 %, il était légitime qu'une consolidation intervienne, certains opérateurs étant enclins à prendre leur bénéfice. Au-delà de cette réaction technique, la tenue du DOLLAR réside sans doute dans les incertitudes qui continuent de peser sur l'évolution de la situation économique américaine. En effet, si la hausse des taux d'intérêt - le taux de base des banques ou prime rate a été porté de 7 1/2 à 8 1/4 % au début de septembre - et la reprise qui semble se dessiner outre-Atlantique sont autant de facteurs favorables au DOLLAR, il n'est pas exclu que l'inflation ne reparte de plus belle aux Etats-Unis. Dès lors une certaine prudence est de mise. Est-ce à dire que la reprise de la devise américaine a fait long feu ? Les cambistes ne le pensent pas, qui voient dans la nouvelle baisse du taux d'escompte de la Bundesbank - ramené de 4,5 à 4 % - la traduction de la volonté des autorités allemandes de peser sur le cours du DEUTSCHENMARK, et, par conséquent, la hausse du DOLLAR.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DES INDICES ÉCONOMIQUES DE FRANCE (base 100 = 1970)

INDICES GÉNÉRAUX	89,3	89,3
Assurances	129,3	129,3
Banq. et sociétés financ.	73,1	73,1
Sociétés investiss.	61,9	61,9
Sociétés investiss. partiel.	89,7	89,7
Agriculture	74,2	74,2
Aliment. boissons, dist.	82,6	82,6
Aut. cycles et leurs eqs.	96,9	96,9
Bâtiment	84,8	84,8
Bâtiment, constr. I.P.	94,8	94,8
Chemins de fer et tram.	70,3	70,3
Carrières salines, charbon.	84,0	84,0
Chemins de fer, autobus.	85,5	85,5
Chemins de fer, tram.	106,2	106,2
Industries pap. cartons	80,1	80,2
Industries pharm.	70,5	70,7
Industries textiles	70,8	70,8
Industries métall.	100,5	102,4
Mines métalliques	101	99,8
Mines non métall.	84,5	85,2
Prat. chimiq. et alim.	112,3	113,4
Services publics et transp.	82,4	80,7
Services financiers	70,8	70,8
Services	85,8	87,7
Valeurs étrangères	85,1	85,5
Valeurs à rev. fixe en ind.	102,9	110
Valeurs immobilières	71,4	71,4
Valeurs amort. fonds gar.	140,8	140,7
Valeurs non amort. fonds gar.	94,4	94,4
Valeurs non amort. fonds gar.	108,3	108,3
Valeurs étrangères	88,9	89,9

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

INDICES À REV. FIXE EN IND.	162,5	162,7
Val. tram. à rev. variable	820	822,3
Valeurs étrangères	703	691,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

INDICES GÉNÉRAUX	74,2	74,9
Produit de base	51	51,9
Construction	55,8	56,5
Blanc d'équipement	69,7	70,2
Biens de consomm. durables	105,0	111,4
Biens de consomm. courants	81,1	81,0
Biens de consomm. aliment.	81,1	82,6
Services	110,7	111,5
Sociétés financières	85,6	85,1
Sociétés de la zone franc	144,1	145,1
Sept. principal. S'Ind.	68,7	67,5
Valeurs industrielles	68,7	67,5

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	11 août	12 août	13 août	14 août	15 août
Termes	35 620 978	39 085 387	81 854 216	—	—
Comptant	1 365 148	49 501 667	56 768 031	non comm.	—
R. et obl.	26 192 818	34 903 509	35 927 585	—	—
Actions	—	—	—	—	—
TOTAL	118 178 945	123 490 563	154 049 872	—	—

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974)

	128,3	128,3	130,2	130,2
Valeurs à rev. fixe	128,3	128,3	130,2	130,2
Etranger	127,8	127,8	129	127,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

INDICE GÉN.	74,2	74,2	74,7	74,5
Indice gén.	74,2	74,2	74,7	74,5

NEW-YORK

Amélioration

Le marché new-yorkais a connu des hauts et des bas cette semaine. Une assez bonne reprise a vu le week-end lui a finalement permis de gagner du terrain et, d'un vendredi à l'autre, l'indice des industriels a progressé de 10,90 points à 828,64.

Les opérateurs restent toujours très partagés sur l'attitude à adopter. Encouragés d'un côté par la multiplication de signes annonciateurs de la reprise économique - ils ont appris cette fois que les ventes de détail en juillet avaient augmenté de 2,4 % - ils appréhendent de l'autre une accélération de l'inflation. A cet égard, les différentes hausses de prix annoncées cette semaine dans la chimie, la sidérurgie et l'industrie automobile et l'accroissement de la masse monétaire ont contribué à entretenir un certain pessimisme sur le marché.

La proposition de secrétaire d'Etat à l'Agriculture de suspendre indéfiniment les ventes de céréales à l'U.R.S.S., génératrices d'une hausse de prix alimentaires, n'est pas parvenue à dissiper.

L'on a également beaucoup parlé d'un possible et nouveau renchérissement du loyer de l'argent. Les pronostics trimestriels de la Chemical Bank ont toutefois un peu apaisé les craintes nourries à ce sujet. L'établissement estime que les tensions enregistrées ces derniers temps ont été exagérées et qu'une détente est probable dans les prochaines semaines. Cette opinion, partagée par de nombreux experts bancaires, et la décision de la First National City Bank de maintenir son taux de base à 7/8 ont grandement contribué à un redressement des cours. Celui-ci n'a cependant pas revêtu une grande ampleur et à juger par le volume des affaires, tombé à son plus bas niveau de la semaine, l'activité n'a en effet porté que sur 61,93 millions de titres contre 67,38 millions.

Indices Dow Jones du 15 août : transports, 154,23 (contre 155,03) ; services publics, 77,68 (contre 78,67).

LONDRES

Redressement

L'optimisme est un peu revenu au Stock Exchange londonien et, pour la première fois depuis six semaines, les cours se sont redressés, malgré la persistance de nombreux points d'ombre.

Le carnet des pétroles, favorisé par la récente performance de la Royal Dutch Shell, les médiateurs réussissent à obtenir par le groupe Unilever durant la semaine terminée, le redressement modeste de la livre sterling, enfin la ralentissement de la hausse des prix de détail en juillet, ont constitué autant de facteurs encourageants dont le marché a tenu compte.

Les industrielles ont progressé durant la majeure partie de la semaine, de même que les fonds d'Etat.

Le marasme des affaires sur le marché de l'or a provoqué un fléchissement des mines sud-africaines à la veille du week-end.

Indices Financial Times du 15 août : industrielles, 282,7 (contre 278,0) ; mines d'or, 351 (contre 350,4) ; fonds d'Etat, 69,31 (contre 69,75).

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

	8 août	Cours 15 août
--	--------	---------------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE
- 3. AFRIQUE
- 4-5. EUROPE
- 6. DIPLOMATIE
- 7. AMERIQUES
- 8. DEFENSE
- 9. POLITIQUE

LE MONDE AUJOURD'HUI
Pages 7 à 12

- Equinox à Majorque ; à Buenos Aires, Catalina ; par Michelle Albert-Couturier.
- Au fil de la semaine : Qu'on est bien en France ! par Pierre Vianoux-Pouta.
- Lettre d'Hydra : Un roc de solitude, par Tabar Ben Jeloun.
- Evénements des revues, par Yves Florença.
- Prostitution : Olla, et après ? par Pierre Bourgeois.
- RADIO-TELEVISION : Les retardés de la méditerranée, par Claude Durieux ; Les vagues radiophoniques de Châteaufort, par Mathilde La Bardonniale.

- 13. JEUNESSE
- 14. SPORTS
- 15. JUSTICE
- 16. FEUILLETON
- 17. ARTS ET SPECTACLES
- 18. HISTOIRE
- 19. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- 20. EQUIPEMENT ET REGIONES

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (8 à 14)
Aujourd'hui (13) ; Carnet (14)
Météorologie (13) ; Mots croisés (13) ; Puzzles (17).

« OSTPOLITIK » ET ÉMIGRATION Combien coûte un Allemand ?

De notre correspondant

Bonn. — Au cours d'une même semaine, la République fédérale a, à la fois, célébré le cinquième anniversaire de la signature du traité de Moscou, qui a marqué le début de la politique à l'Est et fêté le quatorzième anniversaire de la construction, par les autorités est-allemandes, du mur de Berlin. Moins de quinze jours après la conclusion à Helsinki de la Conférence européenne sur la sécurité et la coopération en Europe, ces deux faits illustrent la difficulté à l'ambiguïté de l'Ostpolitik. Comme toujours en pareille occasion, l'opposition et la coalition gouvernementales ont produit des analyses diamétralement opposées. La première insiste sur tous les pas encore nécessaires afin d'obtenir les « allègements humanitaires » que chacun souhaite pour les citoyens de « l'autre Allemagne ». La seconde met l'accent sur tout ce qui a déjà été accompli grâce à la politique d'ouverture des gouvernements Brandt et Schmidt.

Selon l'Association du 13 août, (date de la construction du mur de Berlin, en 1961), il y a actuellement en R.D.A. sept mille prisonniers politiques condamnés pour différents motifs, dont quatre mille cinq cents pour « atteintes de fuite » hors du territoire de la République. Parmi eux se trouvent des ressortissants de Berlin-Ouest et de la R.F.A., souvent condamnés à de longues peines de prison parce qu'ils ont essayé d'aider des Allemands de l'Est à passer à l'Ouest. Six à sept mille citoyens de la R.D.A. gagnent chaque année la R.F.A. ou Berlin-Ouest malgré les risques encourus, avec ou sans l'aide de passeurs professionnels. Depuis 1961, cent soixante-cinq seraient trouvés la mort le long du mur.

Le gouvernement de Bonn se refuse officiellement à « polémiquer » sur le nombre des prisonniers politiques en Allemagne de l'Est. Il allègue pour sa part d'autres chiffres : depuis 1960, neuf mille ressortissants de la R.D.A. ont été autorisés à « établir à l'Ouest dans le cadre du « regroupement de familles ». Rien qu'au premier semestre de cette année deux mille cinq cents adultes, accompagnés de quatre cents enfants, et cent trois enfants seuls ont pu gagner légalement la R.F.A.

Le « petit trafic frontalier » qui permet aux Allemands de l'Ouest habitant près de la frontière entre

En Inde Dénouant des « campagnes de presse haineuses »

Mme GANDHI DÉMENT VOULOIR INSTAURER UN RÉGIME DE PARTI UNIQUE

New-Delhi (Reuter, A.F.P.). — Dans une interview que vient de publier le « Times » britannique, Mme Gandhi affirme qu'elle n'a pas l'intention de profiter de l'état d'urgence en vigueur depuis le 26 juin pour imposer un régime de parti unique. A D'après ses propos, elle n'a pas l'intention de profiter de l'état d'urgence en vigueur depuis le 26 juin pour imposer un régime de parti unique. A D'après ses propos, elle n'a pas l'intention de profiter de l'état d'urgence en vigueur depuis le 26 juin pour imposer un régime de parti unique.

Le premier ministre a critiqué les attaques de l'opposition et des informations à partiales et inexécutes, ainsi que l'« International » et « Amnesty International », dans des organisations très actives dans les campagnes haineuses lancées contre l'Inde. Elles ont des fonds en abondance ; on se demande d'où ils proviennent.

Le gouvernement indien a, d'autre part, reconnu pour la première fois, le mardi 12 août, que certains membres de l'opposition ont tenté de fomenter des troubles dans certaines régions de l'Union indienne depuis la proclamation de l'état d'urgence. Un communiqué officiel remis à la presse précise que les groupes ont tenté de lancer des mouvements de grèves dans les États de l'Orissa et du Bihar, au nord-est de l'Inde, les 9 et 10 août (les grèves sont interdites pendant la durée de l'état d'urgence).

Le gouvernement indien a, d'autre part, reconnu pour la première fois, le mardi 12 août, que certains membres de l'opposition ont tenté de fomenter des troubles dans certaines régions de l'Union indienne depuis la proclamation de l'état d'urgence.

Policier muté et magistrat dessaisi à Evreux Des « situations équivoques »

Un juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, dessaisi, un commissaire principal, M. Charles Poulard, directeur départemental des polices urbaines de l'Eure, muté à ce poste le début, à Evreux, d'une affaire retentissante ?

Depuis un an et demi, M. Bruguière instruit un assez volumineux dossier, constitué après le démantèlement d'un important trafic de voitures volées à Paris, moquées à Evreux et à Rouen, pour la plupart, dans la Mayenne. De nombreuses inculpations étaient prononcées, et actuellement trois personnes, notamment, sont incarcérées : M. Camille Ledoux, ancienne figure « du milieu écrivain », et ses deux fils, Jean et Daniel.

Quels liens existaient entre cette famille et le commissaire Charles Poulard ? C'est ce que le juge d'instruction d'Evreux s'efforçait d'établir. Pour cela, il avait demandé l'inculpation du directeur départemental des polices urbaines de l'Eure, afin que ce dernier puisse être entendu. Or, l'article 687 du code de procédure pénale précise : « Lors qu'un officier de police judiciaire est susceptible d'être impliqué d'un crime ou d'un délit, il ne peut être nommé dans la circonscription où il est territorialement compétent, lors ou dans l'exercice de ses fonctions, le procureur de la République saisi de l'affaire présente sans délai requête à la chambre criminelle de

LES AUTOMOBILISTES FOUS DU VAL-D'OISE FERAIENT PARTIE D'UNE BANDE ORGANISÉE

Les deux inconnus masqués qui ont volontairement provoqué, à bord d'un camion blindé, un accident mortel sur une route du Val-d'Oise, et qui n'ont toujours pas été retrouvés (le Monde du 16 août), n'ont pas été pris en chasse la veille de leur départ, et ils avaient volé à plusieurs reprises.

Il semble, toujours selon les policiers, que l'on soit en présence d'une véritable bande, spécialisée dans ce genre d'agressions à grande échelle, opérant la nuit sur les routes de plusieurs départements (Val-d'Oise, Oise, Aisne, Yvelines et Seine-Maritime), à partir de la région de Meulan. Les automobilistes ont récemment découvert à Châteaufort (Val-d'Oise) un cimetière de 504 voitures volées dans ce département et retrouvées dans des lieux inhabituels. Les enquêteurs font remarquer, dans ce genre de constat, depuis 1972, une nette préférence de délinquants pour ce modèle de voiture qui n'est pas équipé d'antivol.

LE COMITÉ RÉGIONAL D'INFORMATION SUR LE NUCLEAIRE DÉCROQUE L'ATTENTAT CONTRE LA CENTRALE EL 4

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a à profondément déploré et condamné le attentat du 15 août au milieu d'Europe, l'attentat à l'explosif commis dans la nuit de jeudi à vendredi (le Monde du 16 août) contre la centrale nucléaire EL 4 des monts d'Arras (à Breuille-Loup, Nord). Il a précisé : « De tels attentats sont véritablement criminels, même si nous prenons les précautions nécessaires pour empêcher qu'ils puissent avoir des conséquences sérieuses. »

LE RETARD DU LANCEMENT DES VIKING A ET B FAIT AJOURNER LE DÉPART DE SYMPHONIE 2

Washington (A.F.P., Reuter). — Deux fois retardé, en raison d'incidents techniques (le Monde des 13 et 15 août), le lancement vers Mars du satellite interplanétaire Viking A est maintenant fixé au 20 août prochain, à 21 h 22 (G.M.T.). Dix ou onze jours plus tard devrait donc avoir lieu le départ de la deuxième station Viking B. Rapports que les deux autres lancements étaient initialement prévus pour les 11 et 21 août.

En revanche, le retard de Viking a fait ajourner le lancement du satellite franco-allemand de télécommunications Symphonie 2, qui devait avoir lieu le 18 août à Cap-Kennedy, entre les départements de deux Viking. Pour le moment, on ne peut encore dire si le départ de Symphonie 2 pourra s'intercaler entre les deux Viking, ou s'il faudra attendre le mois de septembre pour lancer le satellite franco-allemand.

Le numéro du « Monde » daté 16 août 1975 a été tiré à 409 393 exemplaires.

Au Vietnam du Sud Une administration civile sera bientôt installée à Saigon

Saigon (A.F.P.). — L'administration civile, qui doit être substituée dans la région saigonnaise, au comité militaire de gestion de Saigon-Gleindh, sera mise en place à « dans un proche avenir », annonçait-on le vendredi 15 août à Saigon.

On indique que ce comité populaire révolutionnaire sera présidé,

En Grèce DANS UNE DÉCLARATION ÉCRITE M. PAPADOPoulos S'EN REMET AU JUGEMENT DE L'HISTOIRE

Athènes (A.F.P.). — « Nous nous en remettons à un jugement de l'histoire, qui nous en sommes certains, rendra justice à la révolution », a affirmé M. Georges Papadopoulos dans une déclaration écrite remise samedi 16 août à la presse par son avocat.

Dans ce texte, signé à Athènes le 15 août 1975, M. Papadopoulos, actuellement jugé par la cour criminelle et qui a refusé de se défendre, affirme que « notre témoin est Dieu », soulignant qu'avant le coup d'État du 21 avril 1967, les institutions de l'État avaient perdu tout crédit, la guerre civile était aux portes et ne pouvait déboucher que sur le communisme et des massacres. M. Papadopoulos qualifie la révolution du 21 avril d'« impérative et nécessaire ».

LES DIFFICULTÉS DU GROUPE VOYER SONT PROVISOIREMENT RÉSOLUES

Après une entrevue avec M. Jacques Chirac, premier ministre, M. Jean Royer, maire de Tours, a annoncé vendredi soir 15 août à une délégation de comité d'entreprise des établissements Voyer (constructions métalliques) que les difficultés financières de cette société étaient provisoirement résolues. L'échéance du 15 août, portant sur 50 millions de francs, sera, u-4-II été, entièrement couverte par les banques, qui n'avaient pu s'entretenir auparavant sur les facilités financières demandées par l'entreprise, dont le carnet de commandes est pourtant important.

Depuis le mercredi 13 août, les mille six cents salariés du groupe occupent leurs usines, à Biche (Indre-et-Loire), à Bive-de-Gier (Loire), Hagondange (Moselle) et Aix-en-Provence, en dehors des heures de travail, celles-ci étant consacrées à la production (le Monde du 16 août).

Lors des fêtes de l'Assomption au Puy-en-Velay LE NONCE APOSTOLIQUE PROPOSE LA VIERGE MARIE COMME « TYPE ÉMINENT DE LA CONDITION FÉMININE »

(De notre correspondant.)

Le Puy. — Pour manifester et concrétiser les liens unissant étroitement depuis des siècles son diocèse à Rome, Mgr Jean-Dominique, évêque du Puy, a voulu que les traditionnelles fêtes de l'Assomption dans sa ville soient présidées par le nonce apostolique, Mgr Rinaldi-Lambertini.

NOUVELLES BRÈVES

- Réouverture d'une fabrique de chaussures à Autun. — Les établissements Roc, une fabrique de chaussures d'Autun (Saône-et-Loire) qui avait fermé son bilan le 9 mai dernier, ont été repris en location-gérance par une fabrique de chaussures de Moresstel (Isère). Selon le contrat signé, les cent soixante-dix salariés seront réembauchés au fur et à mesure des besoins.
- Un pylône de la ligne à haute tension Paris-Barcelone a été endommagé par une charge de plastic, sur le territoire de la commune de Palairac (Aude). Le sabotage, découvert dans la soirée du 15 août par un automobiliste, a détérioré la base du pylône, mais l'alimentation en énergie de la ville de Barcelone n'a pas été interrompue. L'attentat n'a pas été revendiqué.
- Le pétrolier britannique « Globble Sun », chargé de trois cent cinquante mille barils de pétrole brut, flamba dans le golfe du Mexique après être entré en collision avec une plate-forme de forage peu avant l'aube, vendredi 15 août. Une nappe de pétrole s'étendit d'une décimètre de hauteur de six kilomètres.
- Quarante et une des quarante-six membres d'équipage, et non vingt-neuf seulement comme les premières informations le laissent entendre, ont été recueillis.
- Un conteneur de strontium 90 a été trouvé, le mercredi 14 août, dans un parc de Francfort. Aucune trace d'irradiation dangereuse pour la santé des soixante-dix personnes qui ont été en contact direct ou indirect avec l'étui n'a été décelée. Selon la police, la capsule ne peut provenir que d'un laboratoire ou d'un hôpital. — (A.F.P.)

AU CAMP DE BIAS
D'anciens harkis réintégré comme otage du responsable de l'Armée des Algériens

La négociation de l'accord

Le négociateur estime que sa

Après la dixième fois...

Le négociateur estime que sa

Le négociateur estime que sa

Le négociateur estime que sa

Le négociateur estime que sa

Le négociateur estime que sa

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.